

# INPRECOR

**INTERCONTINENTAL PRESS**



**GRENADE**

**Un an après  
l'invasion ,  
les USA  
préparent des  
élections  
sur mesure**

**URUGUAY**

**Une ouverture  
démocratique  
sous étroite  
surveillance  
militaire**



**BURKINA (HAUTE VOLTA)**

**Au delà du radicalisme verbal de l'équipe nationaliste  
de Thomas Sankara**



## Sommaire du numéro 184 du 19 novembre 1984

|    |                                                                                                                                                                                                       |                                                                          |                                        |
|----|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------|
| 3  | NICARAGUA                                                                                                                                                                                             | La pression impérialiste se renforce après le triomphe électoral du FSLN | Vincent KERMEL                         |
| 4  | GRENADE                                                                                                                                                                                               | Un an après l'invasion, les USA préparent des élections sur mesure       | Laurent BEAULIEU                       |
| 6  | —                                                                                                                                                                                                     | Interview exclusive de Kendrick Radix                                    | Propos recueillis pour <i>Inprecor</i> |
| 9  | DOSSIER<br>URUGUAY                                                                                                                                                                                    | Une ouverture démocratique sous étroite surveillance militaire           | Daniel JEBRAC                          |
| 12 | —                                                                                                                                                                                                     | Les positions du Parti socialiste des travailleurs (PST)                 | DOCUMENTS                              |
| 14 | —                                                                                                                                                                                                     | Le projet socialiste de la Gauche démocratique et indépendante (IDI)     | DOCUMENT                               |
| 17 | —                                                                                                                                                                                                     | Interview de Ruben Sassano, réfugié politique en France                  | Propos recueillis<br>par Daniel JEBRAC |
| 20 | BURKINA<br>(Haute-Volta)                                                                                                                                                                              | Au-delà du radicalisme verbal de l'équipe nationaliste de Thomas Sankara | Vincent KERMEL                         |
| 25 | NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE<br>GRANDE-BRETAGNE : Succès du débat avec les mineurs organisé par <i>Socialist Action</i> . EUROPE : Solidarité avec les mineurs britanniques. |                                                                          |                                        |
| 28 | MILITARISATION                                                                                                                                                                                        | Le point sur le mouvement pour la paix en Europe Occidentale             | Jacqueline ALLIO                       |

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.  
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVE Internationale.

ABONNEMENT  
25 NUMÉROS  
PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil. France, compte numéro 230179/90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

*Inprecor*, abonnement un an, 25 numéros,  
pour tous pays. 250 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 280 FF. Afrique et Amériques : 330 FF. Asie : 360 FF.

Pli fermé : France : 375 FF. Tous les autres pays (par voie de surface) : 400 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

[illegible]

Numéro et Rue \_\_\_\_\_

Commune .....

[illegible]Réabonnement ☐Abonnement ☐



# La pression impérialiste se renforce après le triomphe électoral du FSLN

**G**ENERALEMENT présentées par la presse bourgeoise internationale comme les premières depuis le renversement de la dictature somoziste, les élections démocratiques et pluralistes du 4 novembre dernier étaient en fait tout bonnement les premières du genre de toute l'histoire du Nicaragua. L'absence des candidats de la Coordination démocratique nicaraguayenne (CDN), une coalition réactionnaire regroupant des partis bourgeois et l'organisation patronale du COSEP derrière Arturo Cruz (cf. *Inprecor* numéro 182 du 22 octobre 1984), avait été présentée par la propagande impérialiste comme l'argument essentiel pour tenter d'entacher leur légitimité. Avec une participation de près de 80 % et 67 % des suffrages en faveur des candidats du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), sur la base du dépouillement de 90 % des suffrages, les résultats démontrent au contraire que la CDN est un épiphénomène dont la représentativité a été montée en épingle pour les besoins de la stratégie contre-révolutionnaire de Washington. Certains dirigeants de l'Internationale socialiste (IS), parmi ceux qui avaient avalisé sans sourciller l'élection de Napoléon Duarte au Salvador, prennent pourtant prétexte de cette absence pour regretter, comme l'a fait le chef du gouvernement espagnol Felipe Gonzalez, que « les Nicaraguayens n'aient pas eu la possibilité d'un véritable choix ».

Alors que les élections organisées au printemps dernier par l'ambassade américaine et la dictature salvadorienne avaient été présentées le plus souvent comme l'expression de la volonté de démocratisation du régime du Salvador, la leçon de démocratie donnée par un électorat populaire accordant très majoritairement ses suffrages à l'organisation révolutionnaire qui dirige le processus en cours au Nicaragua et y détient le pouvoir d'Etat, n'a pas eu droit au même traitement dans la presse internationale. Sans s'étonner de voir ainsi la grande presse s'opposer avec virulence à la marche d'un peuple vers l'indépendance nationale et le socialisme, il faut encore comprendre que cette campagne de contre-information prépare l'opinion publique internationale à l'augmentation des pressions militaires sur le Nicaragua et à l'éventualité d'une intervention américaine contre la révolution sandiniste.

Plusieurs enseignements peuvent cependant être tirés des scores électoraux. Première constatation, aucun des partis se réclamant du socialisme, le PCN, le PSN ou le MAP-ML — ni même les trois ensemble, puisqu'ils ne totalisent pas 4 % des suffrages — n'est en mesure de contester l'hégémonie politique du FSLN sur les masses laborieuses. Leur score électoral montre bien leur relative marginalité dans le processus révolutionnaire. Ensuite, les abstentions, qui ont été de l'ordre de 20 % en moyenne, mais avec des pointes de 30 % dans certaines régions habitées par les Miskitos, représentent la combinaison des difficultés à organiser un vote dans un pays en guerre et sans traditions démocratiques et d'une opposition de couches très minoritaires dans la société. Enfin, les trois partis bourgeois en lice, le PCD (13,9 %), le PPSC (5,7 %) et le PLI (9,7 %) ont totalisé environ 30 % des suffrages exprimés, ce qui montre le caractère démocratique d'une procédure électorale qui a permis à une frange non négligeable de certains secteurs sociaux d'exprimer ainsi leur mécontentement en rapport avec les difficultés économiques engendrées par le boycott impérialiste et l'agression menée par les « contras ».

Mais la leçon essentielle de ces élections est ailleurs. Elle réside dans le fait que la grande majorité des couches laborieuses du Nicaragua, et principalement dans la jeunesse, qui représente plus de 50 % de la population, a clairement apporté son soutien au processus d'émancipation nationale et sociale en cours et au FSLN qui en assure la direction. Aussi, lorsque

Daniel Ortega, président de la République nouvellement élu déclarait le soir-même du vote, « nous devons être prêts à nous battre dans les rues de Managua, contre les Américains, avec des fusils, des pierres ou des machettes », il ne faisait qu'exprimer ainsi un profond sentiment populaire.

Cette consultation électorale aura aussi mis en évidence l'immensité des pressions de toutes sortes auxquelles la révolution sandiniste doit faire face. Ainsi, par exemple, des représentants de l'Internationale socialiste se sont lancés dans une vaste opération diplomatique pour tenter d'obtenir la participation à la consultation du 4 novembre des forces réactionnaires de la CDN. C'est sous leur autorité que plusieurs rencontres ont été organisées en vain entre les dirigeants sandinistes et Arturo Cruz. Il faut donc dénoncer le jeu plus subtilement contre-révolutionnaire de certaines composantes de l'IS, qui désirent profiter de la polarisation entre le Nicaragua et l'impérialisme US et de la situation d'étranglement de la révolution sandiniste pour avancer leurs propres propositions de compromis régional et pour exercer leurs propres pressions temporisatrices, dans le but d'éviter la radicalisation du processus révolutionnaire au Nicaragua et l'embrasement régional, sous l'effet de la stratégie belliciste des Etats-Unis. La direction sandiniste est donc contrainte aujourd'hui de naviguer entre les écueils que constituent ces deux pôles de la stratégie impérialiste, pour maintenir la marche en avant et assurer la défense de la révolution nicaraguayenne.

Néanmoins, c'est de l'escalade militaire de l'impérialisme US que provient le danger le plus immédiat contre la révolution. Il n'aura d'ailleurs pas fallu longtemps après la réélection du président Ronald Reagan pour que celui-ci se lance dans une nouvelle provocation destinée à faire monter la pression contre la révolution sandiniste, en menaçant de bombarder les ports du Nicaragua si ce pays recevait une livraison de Mig soviétiques. Le triomphe électoral sandiniste, la faible crédibilité de la CDN révélée au grand jour alors qu'elle représente, avec les forces somozistes de la « contra » la carte politique principale de l'impérialisme US au Nicaragua, sont autant d'éléments qui vont conduire l'impérialisme américain à accentuer sa pression militaire. C'est dans ce contexte que les récentes déclarations de l'administration US contre l'aide soviétique au Nicaragua ont deux objectifs précis. Il s'agit d'abord de rechercher un prétexte pour multiplier dans l'immédiat les actions de surveillance, voire de sabotages sur le territoire nicaraguayen. Ainsi, des avions américains ont effectué des vols de reconnaissance, traversant pour la première fois le Nicaragua de part en part, tandis qu'un général US se rendait ostensiblement sur la frontière sud du Nicaragua où sont concentrés de nombreux « contras ». Par ailleurs, l'offensive diplomatique des USA est aussi destinée à rassembler les conditions politiques d'une intervention militaire impérialiste directe et à accentuer, dans le court terme, une relance des activités militaires de la « contra » et des sabotages de la CIA. La direction sandiniste a pris très au sérieux l'accroissement des actes et des déclarations bellicistes du gouvernement américain. 20 000 jeunes et syndicalistes qui devaient participer à la récolte du café ont été maintenus dans la capitale, tandis que l'état d'alerte militaire a été décrété et qu'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU a été réclamée par le Nicaragua.

L'alerte doit donc aussi être donnée à l'ensemble du mouvement international de solidarité avec la révolution sandiniste pour s'opposer à toute nouvelle escalade impérialiste d'étranglement du Nicaragua.

Vincent KERMEL,  
12 novembre 1984.



# Un an après l'invasion, les USA préparent des élections sur mesure

L'INVASION de Grenade par les forces nord-américaines le 25 octobre 1983, sous couvert d'une action caribéenne, s'était déroulée dans des conditions bien particulières qui contribuèrent à lui assurer son succès. Elle mettait fin au régime éphémère du Conseil militaire révolutionnaire (CMR) honni de tous. Dirigé par le général Hudson Austin et appuyé par la fraction de Bernard Coard du New Jewel Movement (NJM), le CMR, responsable de l'assassinat de Maurice Bishop et de nombreuses autres personnes, avait pris la décision criminelle d'instaurer le couvre-feu et de désarmer les milices. Il n'est donc pas étonnant que la grande majorité de la population de l'île ait finalement accueilli avec un grand soulagement l'arrivée des soldats nord-américains.

Deux à trois mille personnes furent alors arrêtées par les forces d'occupation et se succédèrent dans de véritables camps d'internement, où elles furent interrogées et fichées par la CIA. Une carte verte leur était ensuite remise les conviant ferme-

ment à ne plus se livrer à des activités politiques. Parallèlement, les services d'action psychologique de l'armée nord-américaine mettaient en branle leur lourde machine pour convaincre les Grenadiens qu'ils n'avaient pas seulement été sauvés de la clique de Bernard Coard, mais aussi de la présence cubaine. Le Gouverneur général de l'île, Paul Scoon, adoptait des mesures d'exception, interdisant notamment toute réunion dans un local public, ayant un autre objet que les services religieux ou les rencontres des milieux d'affaires.

On pouvait dès lors imaginer que les Etats-Unis allaient tenter de faire de Grenade, à coups de dollars, une sorte de vitrine régionale de la « démocratie » bourgeoise et de l'abondance. De même, on pouvait aussi penser que le mouvement révolutionnaire se trouverait pour de longues années sans aucune perspective de reconstruction. Un an plus tard, c'est pourtant un tout autre tableau qui s'impose.

Laurent BEAULIEU

En décembre 1983, les Etats-Unis tiraient la majeure partie de leurs troupes d'occupation, qui avaient atteint jusqu'à 6 000 soldats pour une île de 100 000 habitants. Seuls restaient en place quelque 300 Nord-américains, militaires pour la plupart, et autant de soldats caribéens provenant essentiellement de la Jamaïque et de la Barbade. La présence militaire étrangère est aujourd'hui encore tout à fait visible — patrouilles de jeeps, hélicoptères survolant le pays, soldats en poste dans les commissariats — même si elle n'est pas omniprésente, sauf à l'extrême sud de l'île, près de l'aéroport de Pointes-Salines. En général, les soldats nord-américains se font assez discrets. Il est même assez rare d'en voir déambuler avec arrogance dans les rues.

## LA POLITIQUE DES FORCES D'OCCUPATION

Les troupes d'occupation sont donc avant tout là comme une force de menace permanente, indiquant les limites à ne pas franchir pour toute éventuelle opposition au régime. Elles se doublent aussi d'un appareil de renseignements. L'île est suffisamment petite pour que l'ambassade nord-américaine sache tout ce qui s'y passe. Elle n'a pas besoin pour cela de la faire systématiquement quadriller par des soldats en uniforme. En outre, l'impérialisme américain œuvre à mettre en place actuellement une force militaire régionale à partir des armées et des polices des différentes îles de la Caraïbe orientale. Basées à quelques dizaines de kilomètres de Grenade et dotées de moyens de déplacement rapide, ces troupes joueront le

même rôle dissuasif que les troupes d'occupation actuelles si ces dernières étaient amenées à se retirer dans leur totalité. Sans compter que les bérets verts nord-américains vont entraîner une force d'élite grenadienne, qui complètera la police forte de 600 personnes en voie de constitution.

L'invasion n'a d'ailleurs pas donné lieu à un écrasement répressif de la population. Les Etats-Unis n'ont pas fait le choix politique de réprimer tout ce qui bouge, sachant très bien qu'une politique de répression systématique les conduirait à des confrontations continues avec la population locale. Or, pour les USA, Grenade est moins importante par elle-même que par le rôle qu'elle joue comme exemple de la détermination contre-révolutionnaire de la politique US. L'image qu'elle donnait hier était celle d'une révolution en marche qu'il fallait supprimer. L'exemple qu'elle est censée donner aujourd'hui est celui d'un semblant de démocratie soutenue par la population. C'est ce qui a amené les Etats-Unis à établir, provisoirement du moins, un régime qu'on pourrait qualifier de « liberté surveillée » et à fixer, comme cela avait été prévu à la suite de l'invasion, les élections à la fin de l'année 1984. Et ce, malgré les réticences d'une partie de la bourgeoisie grenadienne, qui préférerait que les Etats-Unis gouvernent directement le pays. Le Conseil intérimaire mis en place il y a un an et le Gouverneur général Paul Scoon sont de toute manière trop déconsidérés pour que les élections soient remises à plus tard.

Cette politique de mise en « liberté surveillée » de la Grenade ne va pourtant pas sans dérapage. Ainsi, récemment, un jeune Grenadien était tué par un soldat

nord-américain à Grenville. Les mesures d'intimidation ne manquent pas. Quelques jours après la formation du Mouvement patriotique Maurice Bishop (MBPM dans son sigle anglais), une bombe était placée devant le domicile de son président, Kendrick Radix. Les perquisitions, soi-disant pour la recherche d'armes, ne sont pas rares.

Mais, surtout, cette orientation politique de répression limitée reste très précaire et le masque démocratique peut à tout moment tomber brutalement. Un exemple en a été donné récemment avec le remplacement, du jour au lendemain, du responsable des élections, M. Roy Chasteau. L'argument donné fut que M. Chasteau avait des problèmes de santé, mais en réalité, ce dernier faisait surtout preuve d'un esprit d'indépendance peu compatible avec son poste, selon les Nord-américains. Il aurait notamment été favorable à la réouverture du registre électoral, qui avait été fermé au printemps, à un moment où beaucoup de gens, notamment parmi les jeunes, se désintéressaient des élections. L'affaire n'en est pas restée là. Ainsi, après une discussion orageuse avec Paul Scoon, les travailleurs du service des élections se mirent en grève. La plupart furent alors licenciés.

## VERS UNE ÉCONOMIE NÉO-COLONIALE

La politique nord-américaine est d'autant plus fragile qu'elle n'a pas du tout abouti à faire de Grenade une vitrine de la prospérité occidentale, bien au contraire. Les journalistes qui avaient afflué à Grenade fin octobre 1984, à l'occasion du premier anniversaire de l'invasion et de l'inauguration de l'aéroport, n'ont pas eu



de mal à s'en convaincre : faute de courant électrique la moitié du temps, ils devaient écrire leurs articles à la lumière d'une bougie. Le Conseil intérimaire n'osa pas, comme il le fit il y a quelques mois, rejeter les pannes d'électricité sur des sabotages de la gauche.

C'est en développant la mobilisation des travailleurs, en s'appuyant sur l'aide étrangère et en construisant un secteur public dynamique que le gouvernement révolutionnaire avait réussi à redresser la situation économique, en chute libre depuis 1973. Il se heurtait pourtant à des problèmes considérables, comme la baisse du prix des produits exportés par Grenade, le manque d'infrastructures, l'atrophie de l'industrie et le manque criant de cadres. Depuis que le secteur privé a de nouveau en mains les rênes de l'économie, la situation est redevenue catastrophique. Le chômage, qui restait important mais avait fortement diminué — 5 000 emplois avaient été créés —, a été multiplié par deux ou trois. Certainement plus de 30 % de la population active est sans emploi. De nombreuses entreprises publiques ont été fermées, en attendant peut-être pour certaines d'être rachetées par des particuliers. Des plantations, louées ou possédées par l'Etat ont été rendues à leurs anciens propriétaires. Les chefs d'entreprise mettent en œuvre les plans de licenciement qu'ils n'avaient pu exécuter sous le régime révolutionnaire. Le nombre de coopératives a diminué de moitié. Enfin, les 600 anciens soldats de l'armée révolutionnaire ont, on s'en doute, plus que des difficultés à trouver un emploi.

au garage, permettant ainsi aux minibus privés, dont les tarifs sont plus chers, de se multiplier. La santé publique reste gratuite, mais la plupart des médecins qui travaillaient dans les dispensaires étaient des étrangers qui ont été expulsés il y a un an. L'organisme public qui avait le monopole de l'importation de certains produits de base, le Marketing National Importing Board (MNIB), n'a plus le droit d'importer directement et se voit donc contraint de vendre au même prix que les magasins privés.

Les autorités actuelles savent que le développement du chômage est un risque important pour la stabilité politique de l'île. L'Association américaine pour le développement international (USAID) essaye bien de multiplier les projets donnant lieu à la création de quelques emplois temporaires, mais lorsqu'on parcourt l'île, on se demande où ont bien pu passer les 57 millions de dollars (plus de 500 millions de francs) — somme considérable pour un petit pays comme Grenade — que les Etats-Unis devaient accorder en 1984. En fait, la politique d'« aide » des USA doit aujourd'hui répondre à deux considérants. D'une part, elle ne doit pas coûter trop cher, car il serait alors politiquement impossible pour les USA de ne pas faire de même à l'égard des régimes des autres petites îles de la Caraïbe, qui ont montré leur allégeance en participant à l'invasion de Grenade. D'autre part, l'objectif immédiat est de finir l'aéroport et de créer aux alentours une infrastructure propre à attirer des investisseurs nord-américains. « Les investisseurs

banques internationales octroient les prêts nécessaires à des entreprises publiques en difficulté, et que des hôtels ou des banques appartenant à l'Etat grenadien avaient déjà été classés comme « bons à acheter ». Le quotidien nord-américain ajoutait que les Etats-Unis « insistent sur la valeur d'une force de travail jeune, anglophone, payée à 4,5 dollars par jour (environ 40 francs), ce qui est encore élevé par rapport aux trois dollars (27 francs) payés en Haïti, mais représente une affaire quand on pense aux prix pratiqués en Amérique centrale, en Extrême-Orient et dans les autres centres traditionnels du travail bon marché ».

## RENAISSANCE DE LA GAUCHE GRENADIENNE

Un des objectifs de l'impérialisme US était de mettre à genoux le mouvement syndical. Celui-ci a subi de rudes coups en quelques mois, mais on peut dire que l'objectif fixé n'a pas été atteint jusqu'à présent.

Les syndicats avaient déjà perdu certains de leurs dirigeants en octobre 1983, dès avant l'invasion nord-américaine, qu'ils aient été exécutés aux côtés de Maurice Bishop, comme Vincent Noël et Fitzroy Bain, emprisonnés avec Bernard Coard, comme Chalky Ventour, ou encore contraints à l'exil. Récemment, un autre dirigeant syndical, Humphrey, a été emprisonné à Grenade. Les Etats-Unis demandent son extradition, car il aurait fourni des armes au NJM avant la révolution, lorsqu'il résidait aux USA. Après l'invasion, les employeurs se sont enhardis, refusant parfois de discuter avec les syndicats, expliquant qu'ils n'avaient plus aucune existence et lançant aux travailleurs des formules du genre : « Allez donc chercher Vincent Noël maintenant ! ». L'Institut américain pour le développement de la liberté du travail (AIFLD) et le Syndicat des dockers, traditionnellement réactionnaire, ont concentré leurs attaques, y compris physiques, contre deux syndicats dirigés par des militants qui s'étaient particulièrement impliqués dans le processus révolutionnaire. Ils ont obtenu certains succès dans cette entreprise, sans toutefois parvenir entièrement à leurs fins. L'un de ces deux syndicats, celui des Travailleurs du commerce et de l'industrie (CIWU), a conservé le même nombre d'adhérents et a récemment créé une nouvelle section syndicale. Quant au syndicat des Banques et des travailleurs non-qualifiés (BGWU), qui a été plus atteint, il a récemment dirigé une grève. Par ailleurs le Conseil des syndicats (TUC), qui réunit l'ensemble des syndicats, s'est réorganisé et a adopté jusqu'à présent des positions favorables aux travailleurs. L'activité maintenue des syndicats a contribué, dans une grande mesure, à modifier l'état d'esprit des travailleurs depuis un an.

Pendant de longs mois, la population grenadienne est restée sous le choc de la tragédie du mois d'octobre 1983. Les gens avaient même beaucoup de réticences à s'exprimer. Ils désiraient surtout oublier et tourner la page. Par ailleurs, l'ac-



Commemoration du 1er anniversaire de la mort de Maurice Bishop. (DR)

Le niveau de vie est gravement affecté par la hausse des prix et l'arrêt de la plupart des programmes sociaux du gouvernement révolutionnaire. En fait, certains d'entre eux existent toujours sur le papier, mais ont été entièrement vidés de leur contenu. On pourrait à cet égard multiplier les exemples. Les bus publics existent toujours, mais beaucoup restent

veulent des élections, la sécurité et une infrastructure. Nous leur donnerons les trois, mais cela demande de la patience », a déclaré récemment le délégué de l'USAID à Grenade. Le *New York Times* du 29 juillet 1984 fut encore plus explicite sur les intentions de l'administration de Ronald Reagan, en révélant que les Etats-Unis s'opposaient à ce que les



tion de Bernard Coard et de ses complices, menée au nom du « communisme », avait ouvert la voie à une vague d'anti-communisme et la propagande nord-américaine faisait des ravages. Dans ces conditions, les révolutionnaires se trouvaient extrêmement isolés. Les anciens dirigeants du NJM, comme Kendrick Radix et George Louison, étaient dans l'esprit de beaucoup de personnes plus ou moins associés aux crimes commis par une fraction du NJM, et du moins à l'échec du processus révolutionnaire.

La création de la Fondation Maurice Bishop, en janvier 1984, a permis à ces militants de commencer à agir de nouveau, d'expliquer les raisons du désastre, et de faire revivre « l'esprit de Maurice Bishop ». Ce travail, effectué par une petite équipe, fut d'une grande importance pour modifier le climat général et créer les conditions d'une renaissance de la gauche grenadienne. Ce fut ensuite le lancement de l'hebdomadaire *Indies Times*, puis, à la fin mai 1984, la création d'un nouveau parti politique, le MBPM. Parallèlement, le traumatisme consécutif aux événements d'octobre 1983 commençait à s'estomper. Et l'on peut affirmer que, depuis le début de l'été dernier, un nouvel

état d'esprit s'est fait jour dans la population.

Il y avait déjà un moment que les troupes d'occupation n'étaient plus considérées avec bienveillance, mais avec méfiance, voire avec une franche hostilité dans certaines couches de la population. Les Grenadiens ne s'étaient jamais fait trop d'illusions sur les bienfaits que les occupants nord-américains pourraient leur apporter, mais ils virent concrètement leur situation s'aggraver de jour en jour. De plus, une partie de la population commençait à s'intéresser de nouveau à la politique. En mai dernier, un sondage révélait par exemple que la plupart des Grenadiens ne prêtaient pas d'intérêt au processus électoral. Cependant, les résultats d'un tel sondage seraient bien différents aujourd'hui. L'affluence relative dont bénéficient les meetings électoraux en témoigne assez.

Ce tournant dans la situation a convaincu le MBPM de présenter des candidats aux prochaines élections législatives du 3 décembre. C'est pour lui l'occasion d'opposer à la politique désastreuse suivie depuis un an les réalisations du gouvernement révolutionnaire de Maurice Bishop, de rétablir le dialogue avec les masses po-

pulaires, et de retisser des liens avec les anciens sympathisants du NJM.

Le MBPM a donc commencé à apparaître comme une force active et dynamique. Le 19 octobre dernier, un an après ce qu'ils appellent le « Bernard's shame » (une honte appelée Bernard), un meeting réunissait environ 2 000 personnes. C'était le meeting politique le plus important qui ait été réalisé depuis un an. Ce ne fut pas seulement un meeting d'hommage aux martyrs exécutés un an plus tôt, mais aussi le lancement de la campagne du MBPM, les 2 000 personnes présentes reprenant en chœur des slogans comme « US go home ! », « Le peuple uni, conscient, ne sera jamais vaincu ! », « Maurice Bishop », « MBPM ». Par ailleurs, toute la journée, des personnes de tous âges avaient arboré des badges à l'effigie de Maurice Bishop et de ses compagnons, et avaient même parfois pris le deuil. Le local de la Fondation Maurice Bishop n'avait pas désempli de personnes venues chercher des badges, des photos, des affiches ou des T-shirts, ou rapporter des pétitions demandant que les corps des martyrs soient rendus à leurs familles et que l'aéroport international porte le nom de Maurice Bishop. Des brochures imprimées

## La gauche se recompose lentement

### Entretien avec Kendrick Radix, dirigeant du MBPM

*La gauche grenadienne se recompose lentement. Un de ses principaux dirigeants, Kendrick Radix, ancien responsable du New Jewel Movement (NJM) et ancien ministre de la Justice du gouvernement révolutionnaire de Grenade, a accepté de faire le point sur cette évolution pour Inprecor. Nous publions ci-après cet entretien exclusif.*

« INPRECOR » : — Le Mouvement patriotique Maurice Bishop (MBPM) a hésité longtemps avant de décider de participer aux prochaines élections du 3 décembre. Il a finalement pris le parti de présenter des candidats. Quels sont les principaux thèmes de la campagne électorale du MBPM et ses objectifs essentiels ?

Kendrick RADIX : — Le MBPM a été créé à Grenade le 29 mai 1984. Cette date a été choisie, à la fois parce que c'était le 14e anniversaire de la première célébration, à Grenade, du Jour de la libération africaine, et, en même temps, le 40e anniversaire de la naissance de Maurice Bishop. Avant de créer ce parti, il a fallu faire plusieurs choses. En janvier de cette année, nous avons créé la Fondation Maurice Bishop, qui avait comme tâches de créer un climat favorable aux idées révolutionnaires aussi bien que de faire face à l'offensive de propagande organisée à Grenade suite à l'invasion de notre pays. On a en effet assisté en même temps à une campagne de calomnies contre l'ancienne direction révolutionnaire, dirigée aussi bien contre le Premier ministre Maurice Bishop que contre les autres ministres et dirigeants révolutionnaires et, parallèlement, une campagne de propagande fut organisée contre l'expérience et les acquis de la révolution. Les expériences révolutionnaires du peuple étaient donc vues de façon négative par la majorité de l'opinion publique du pays. Pendant ce temps, nous avons également créé l'*Indies Times*, journal de gauche, pour avoir de nouveau un moyen d'expression du mouvement progressiste. Il y a donc eu trois étapes : l'établissement de la Fondation, la création de l'*Indies Times*, et ensuite la formation du MBPM, du parti politique proprement dit, le 29 mai. Nous ne pensons donc pas que nous ayons mis trop longtemps et

que nous ayons été tardifs en ne créant ce parti que peu de temps avant les élections. Il fallait un travail patient de préparation pour créer un climat dans lequel nous pourrions récupérer quelque chose du naufrage, du chaos entraîné par les gauchistes infantiles qui ont fait dérailler le processus révolutionnaire qui se déroulait dans notre pays.

Le MBPM, en ce moment, a des objectifs très limités. Tout d'abord, et en conséquence de l'invasion de Grenade, il s'agit de lutter pour rétablir la souveraineté et l'indépendance perdues du pays. Deuxièmement, il faut s'efforcer de revaloriser le mouvement progressiste aux yeux du peuple et de reconquérir les acquis sociaux et économiques que la révolution avait apporté aux masses de ce pays. Troisièmement, bien sûr, comme partie prenante de la lutte pour notre indépendance, il faut se débarrasser des forces étrangères d'occupation et rétablir la vie politique du pays.

Pour quelqu'un qui a vécu l'expérience et aussi la mort de la révolution, qui a vécu ensuite une situation où les gens étaient autant repoussés par la politique, aussi désenchantés, période durant laquelle ils n'étaient plus prêts à lutter, il est évident que nous avons regagné beaucoup de terrain perdu. Nous pensons qu'il nous faudra encore un certain temps, mais que nous allons construire un mouvement national fort, qui va prendre le pouvoir dans l'intérêt du peuple travailleur. Maurice Bishop reste un héros et un martyr de notre pays, aussi bien que les autres personnalités tuées avec lui. Le fait que le 19 octobre dernier nous ayons été capables d'organiser le meeting politique le plus important vu à Grenade depuis l'invasion est pour nous un grand encouragement.

— Lors de ce meeting, justement, tu as déclaré que « quelques erreurs fondamentales » avaient été commises pendant la révolution. Quelles sont-elles ?

— Sur la question des erreurs que nous avons pu commettre, je pense, bien sûr, qu'aucun mécanisme n'est parfait pour les éviter. Au niveau humain comme au niveau des sys-



mées à 2 000 exemplaires ont été écoulées en une demi-journée. Lors d'un service religieux, cinq cent personnes étaient présentes autour des familles de Bishop et de ses camarades assassinés. Quatre cent personnes étaient présentes au cimetière lors de l'inauguration non annoncée d'un buste de Maurice Bishop.

Le 25 octobre 1984, jour anniversaire de l'invasion, alors que la Chambre de commerce avait fait fermer les boutiques pour que tous puissent participer aux cérémonies religieuses — qui ne furent pas des succès — pour remercier les soldats américains, le MBPM organisait, au cimetière, un hommage aux soldats de l'armée révolutionnaire morts en défendant leur patrie. Le 29 octobre, le MBPM organisait, en quelques heures, un meeting de soutien aux travailleurs des services électoraux qui avaient été licenciés. Par ailleurs, des meetings ont été organisés dans plusieurs districts, et des affiches du MBPM collées dans toute l'île. Deux locaux publics du MBPM ont été ouverts en plus de celui de St-George's.

L'impact du MBPM semble important dans certaines couches de la jeunesse. Et l'enthousiasme démontré lors des récentes initiatives du MBPM montre bien



Les deux principaux dirigeants du MBPM, George Louison (à gauche) et Kendrick Radix. (DR)

que certaines fractions de la population sont restées politisées. Le meeting du 19 octobre fut tout à fait impressionnant à cet égard. La foule brandissait le poing et

reprendait avec ferveur les slogans de la période révolutionnaire. Le fait que, malgré toute la propagande anticomuniste déversée sur la population grenadienne de-

tèmes, nous apprenons toujours de nos propres erreurs, et si nous reconnaissons honnêtement ces erreurs, nous pouvons avancer avec plus de clarté. C'est sous cet angle-là qu'il faut voir le fait que nous avons maintenu ce qu'on pourrait appeler une structure plutôt restrictive d'appartenance au New Jewel Movement. L'organisation avait été ainsi rendue plus perméable au développement des tendances ultra-gauches.

Avec le MBPM, nous allons nous assurer qu'il est ouvert à tous les démocrates, à tous les travailleurs, à tous les progressistes, à tous les révolutionnaires. Nous allons même l'ouvrir à certaines des personnes qui ont participé au renversement de la révolution, dans la mesure où une grande partie d'entre elles n'ont pas eu l'information nécessaire pour se former un jugement et ont suivi de façon instinctive l'orientation du NJM à l'époque. Aussi, l'adhésion au MBPM sera ouverte à une condition : tous ceux qui n'ont pas commis de crimes sordides contre le peuple à l'époque la plus difficile de son histoire pourront participer à la lutte démocratique pour nous débarrasser de l'envahisseur, aussi bien qu'à la lutte pour la restauration de la démocratie et de l'unité nationale.

— Comment envisages-tu la période post-électorale et l'action du MBPM à ce moment-là ?

— La période qui suivra les élections législatives, indépendamment de leur résultat, sera vraiment très, très difficile. Bien sûr, je ne peux pas prédire l'avenir. Tout ce que je sais, c'est que nous travaillons très sérieusement pour remettre à l'ordre du jour toutes les préoccupations centrales des masses. Mais les blessures subies par le peuple sont profondes et l'assassinat de Maurice Bishop et de ses camarades fut une action inexcusable et inexplicable qui a porté un coup presque mortel au mouvement progressiste. Nous allons nous battre, nous nous battons déjà, pas seulement contre la réaction locale, mais contre l'impérialisme américain qui s'ingère dans les affaires de notre pays en créant le Nouveau parti national (NNP), en fournissant d'énormes ressources économiques, et en manipulant l'Etat pour assurer un résultat néo-colonialiste des élections.

Nous ne représentons pas un phénomène passager. L'esprit de Maurice Bishop guidera notre travail d'international-

listes prolétariens, de patriotes et de militants qui essaient de faire comprendre au peuple travailleur que l'impérialisme américain n'apporte aucune solution aux problèmes de notre pays. Celui-ci a échoué au Salvador et en Jamaïque, il a échoué et il échoue chaque jour un peu plus à Grenade. Il nous faudra du temps pour rebâtir le mouvement ouvrier, mais nous allons certainement remporter la victoire.

— Veux-tu ajouter quelque chose, notamment concernant le travail de solidarité internationale ?

— Pendant mon séjour à Paris et en Europe, au mois de février dernier, j'ai pu nouer des liens d'amitié et de coopération avec les peuples d'Europe occidentale. En Europe, vous reconnaissez que la politique poursuivie par les Etats-Unis dans les pays d'Europe de l'Ouest menace la paix et la sécurité de vos propres pays. En même temps, nous sommes conscients qu'en poursuivant notre propre politique, nous avons reconnu le rôle très important, de pivot, que peut jouer l'Europe, comme tampon, comme bouclier, comme garantie contre notre absorption par les Etats-Unis.

Nous vous demandons d'être résolument à nos côtés pour la défense des véritables droits humains de notre peuple. Nous vous demandons d'être résolument à nos côtés pour nous aider à bâtir notre indépendance et aider à ce que nous ne soyons pas victimes de l'hégémonie US. Il faut nous soutenir fermement en tant que peuple luttant pour construire notre pays à sa propre image, ce qui n'est ni plus ni moins que le droit de toute nation, selon la Charte des Nations-Unies. Nous vous demandons de commémorer avec nous nos anniversaires importants, d'organiser des rassemblements, d'essayer d'influencer le travailleur du rang, l'étudiant, l'intellectuel, le cadre, tous les démocrates et progressistes, pour qu'ils se rassemblent derrière un petit pays, Grenade, un des plus petits pays du monde. Ce n'est pas parce que nous sommes un pays petit et pauvre que nous ne savons pas ce que c'est que la liberté ou que nous l'aimons moins. A cette heure du plus grand danger, nous demandons votre solidarité militante et votre soutien. ■

Propos recueillis pour *Inprecor*, Saint-Georges, 26 octobre 1984.



puis un an, le nom de Fidel Castro ait été acclamé avec force est tout à fait révélateur du vent nouveau qui a commencé à souffler. De même, lors de l'inauguration de l'aéroport baptisé Pointes-Salines, le 29 octobre, un groupe de Grenadiens brandissait une pancarte où étaient inscrits les mots « Bienvenue à l'aéroport international Maurice Bishop » et, en espagnol, « Muchas gracias companeros ! », une formule qui, à l'évidence, s'adressait aux travailleurs cubains qui avaient participé à la construction de l'aéroport lors du gouvernement du NJM.

### L'ÉCHÉANCE DU 3 DÉCEMBRE

Outre le MBPM, trois autres partis vont présenter des candidats aux élections du 3 décembre.

Le Nouveau parti national (NNP), formation politique soutenue par les Etats-Unis. Sa création est le seul véritable succès remporté par Washington à Grenade depuis un an. Il a été fondé fin août lors d'une réunion entre différents partis, qui s'est tenue dans une île dépendant de Saint-Vincent, avec la participation des Premiers ministres de la Barbade, de Sainte-Lucie et de Saint-Vincent. Le NNP est le produit de la fusion du Parti national de Grenade (GNP) d'Herbert Blaize, parti traditionnel de la bourgeoisie qui fut au pouvoir avant le régime d'Eric Gairy, le Mouvement démocratique de Grenade (GDM) de Francis Alexis, parti formé par des exilés, sans aucune base, et le Parti démocratique national (NDP) dirigé par George Brizan. Ce dernier parti, créé récemment autour d'un homme qui fut associé au NJM lors d'un accord électoral en 1976, voulait rassembler des hommes n'ayant jamais participé à la vie politique et susceptibles d'insuffler un sang nouveau à Grenade. Le NDP prétendait vouloir poursuivre la plupart des programmes mis en place par Maurice Bishop, tout en soutenant cependant l'intervention américaine. C'est sans doute ce parti qui donnera son image de marque au NNP.

Si l'ancien dictateur Eric Gairy, renversé en 1979 par l'action du NJM, n'est pas personnellement candidat aux élections, son parti, le Parti travailliste uni de Grenade (GULP) présentera des listes dans la plupart des circonscriptions. Reprochant au NNP son manque de ferveur pro-américaine, le GULP semble assez bien organisé et s'appuie sur une secte religieuse.

Entre ces deux formations se trouve le Parti travailliste chrétien démocrate (CDLP) de Winston Whyte, qui dispose de peu d'influence. Le CDLP reproche à Gairy d'être un dictateur et au NNP d'avoir des « communistes » comme George Brizan dans ses rangs.

Il est très probable que le NNP soit le grand vainqueur des prochaines élections. Ce parti apparaît comme une force modérée et unitaire, formée en partie d'hommes « neufs », susceptibles d'apporter au pays une certaine stabilité après les drames qu'il a traversés. Il dispose d'un autre atout, et non des moindres, celui d'être soutenu par les Etats-Unis ! Certains de

ses candidats ne se privent d'ailleurs pas d'expliquer qu'ils sauront canaliser l'aide nord-américaine vers leur circonscription. Sa faiblesse réside néanmoins dans le fait que certains de ses candidats sont des émigrés revenus depuis peu dans l'île.

Il ne faut pas croire pour autant que le parti de Gairy ne fera pas un bon score électoral. Dans les campagnes, Gairy reste pour beaucoup de gens le leader qui dirigea de grandes luttes paysannes il y a trente ans et celui qui fut le premier à redonner une dignité à l'homme noir. Et certains, profondément marqués par les événements d'octobre 1983, voteront pour le parti de Gairy parce qu'ils sont certains que lui, au moins, est anticommuniste.

Quant au MBPM, il est peu probable que les résultats électoraux lui soient très favorables. Et il y a plusieurs raisons à cela.

Même si un vent nouveau a commencé à souffler dans l'île, le désenchantement consécutif aux tragiques événements d'octobre 1983, la confrontation politique et les hésitations sont encore des traits dominants dans la majorité de la population, même chez de fervents partisans de Maurice Bishop dont la popularité demeure considérable. Par ailleurs, beaucoup peuvent se demander ce qui empêcherait qu'une nouvelle expérience révolutionnaire ne se termine comme la précédente. Et il est vrai que le MBPM ne donne pas toutes les réponses politiques nécessaires à cette légitime interrogation.

Les avantages apportés par la révolution ont été nombreux, mais ils n'ont pas fondamentalement bouleversé la vie des Grenadiens, en tout cas pas dans les campagnes, où le soutien à la révolution est souvent resté mitigé. Dans ces conditions, se présenter comme le parti qui va reprendre les programmes sociaux entrepris sous le gouvernement révolutionnaire ne peut suffire à remporter l'adhésion immédiate de larges couches de la population, et

ce surtout dans la plupart des circonscriptions où le MBPM n'a pas les forces militantes suffisantes pour effectuer un travail de propagande en profondeur. Pour une fraction importante de la population grenadienne, l'enjeu des prochaines élections sera essentiellement d'empêcher le retour de Gairy. La polarisation qui s'en suivra amènera ces personnes à voter pour cela en faveur du NNP.

Il faut enfin souligner un événement très important : ces élections ne seront pas libres et démocratiques. Les registres électoraux ne vont pas être réouverts, et cela concerne plus particulièrement les électeurs potentiels du MBPM, qui s'étaient dans un premier temps désintéressés de cette confrontation électorale. Les Etats-Unis sont en train de prendre les mesures nécessaires pour que l'appareil électoral réponde à leurs vœux. Surtout, ces élections vont se dérouler alors que le pays est toujours sous occupation militaire étrangère. Et l'électorat se rend bien compte que les Etats-Unis pourraient toujours réagir vivement si les résultats électoraux n'étaient pas conformes à leur attente. C'est là une pression supplémentaire sur la population.

Il est peut-être difficile aujourd'hui à ceux qui gouvernent Grenade et à leurs tuteurs impérialistes de réprimer ouvertement la gauche, qui est en train de réapparaître et de se réorganiser, surtout en pleine période pré-électorale. Mais on peut craindre qu'une fois mis en place un nouveau gouvernement jouissant d'une certaine autorité, des mesures soient prises pour mettre un coup d'arrêt à la dynamique qui a commencé à s'enclencher. Les courageux militants de la gauche grenadienne auront alors un besoin encore plus grand de notre solidarité internationaliste. ■

Laurent BEAULIEU,  
5 novembre 1984.

Kendrick Radix prend la parole, le 19 octobre, à Saint-Georges. (DR)





## Une ouverture démocratique sous étroite surveillance militaire

**L**E 25 novembre prochain auront lieu en Uruguay des élections générales, à la fois présidentielles, législatives et municipales. Elles marqueront un temps fort du processus de transition contrôlé par la dictature militaire installée par le coup d'Etat de 1973. Mais ces élections s'inscriront aussi dans le cadre d'une limitation importante des droits démocratiques, laquelle a été entérinée par le parti bourgeois Colorado

et par la direction du Frente Amplio (FA) lors de la signature, l'été dernier, des accords dits du Club naval.

L'article ci-dessous analyse le contexte général à la veille de ce processus électoral contrôlé, dans le cadre d'un dossier qui rend également compte des positions de la gauche du FA et du Parti socialiste des travailleurs (PST).

Daniel JEBRAC

Pour la première fois depuis le coup d'Etat de 1973, des élections générales auront lieu en Uruguay le 25 novembre prochain. Elles marqueront une étape décisive dans le processus de transition des dictatures en cours en Amérique latine, depuis l'ouverture contrôlée et les élections de 1982 au Brésil, la chute du régime dictatorial de Garcia Meza en Bolivie et celle des généraux argentins l'an dernier.

La dictature uruguayenne présente la particularité de n'être jamais parvenue à asseoir le moindre semblant de légitimité. Elle a été désavouée lors du référendum constitutionnel qu'elle avait organisé en 1980. Elle a été défaite en 1982, lors des élections internes aux partis politiques tolérés, qui ont vu la victoire des secteurs d'opposition face aux candidats les plus favorables aux militaires. Elle n'est jamais parvenue à imposer ses mécanismes de contrôle du mouvement syndical.

### MONTÉE ET RÉORGANISATION DU MOUVEMENT DE MASSE

Depuis le 1er mai 1983, ce sont les coups répétés du mouvement de masse qui ont ébranlé de plus en plus sérieusement l'édifice. En novembre 1983, un meeting unitaire de toute l'opposition rassemblait 400 000 personnes à Montevideo, la capitale, pour un pays dont la population totale est de 2 500 000 habitants. En janvier 1984, le Plénum inter-syndical des travailleurs (PIT) organisait avec succès la première grève générale depuis 1973. Le 1er mai suivant, 350 000 travailleurs se rassemblaient devant une tribune d'où, à la demande du syndicat combatif du pétrole, avaient été exclus les représentants des partis bourgeois. Le 16 juin, une nouvelle vague de manifestations se déroulait pour l'amnistie et le retour de tous les exilés. Enfin, le 27 juin, à l'appel du PIT, une nouvelle « grève civique nationale » recevait le soutien de toute l'opposition.

Cette montée du mouvement de masse ne s'est pas réduite à une simple succession de mobilisations. Elle est allée de pair avec une réorganisation profonde et

massive du mouvement ouvrier sur le terrain syndical et politique. Ainsi, la formation du PIT reprenait la tradition unitaire de la Centrale nationale des travailleurs (CNT) dissoute par la dictature. La mise hors-la-loi du PIT, après la grève générale de janvier 1984, est dès lors restée sans effets pratiques (1).

A partir de novembre 1983, le Frente Amplio (FA, Front élargi), qui avait été le pôle de référence de la gauche aux élections de 1971, où il remporta 18 % des suffrages, a fait sa réapparition. Il est principalement composé de quatre formations : le Parti communiste (PC), le Parti socialiste (PS), la Démocratie chrétienne (DC) et une coalition de groupes d'extrême-gauche et de syndicalistes indépendants qui a pris le nom de Gauche démocratique indépendante (IDI). De ces quatre composantes, seuls le Parti socialiste et la Démocratie chrétienne ont obtenu leur légalisation. En quelques mois, l'organisation à la base du Frente Amplio a connu un bond spectaculaire, avec la constitution de plus de 1 000 comités de base à Montevideo, de 30 à 50 militants chacun, qui quadrillent méticuleusement

la ville, quartier par quartier et rue par rue. Pour les dirigeants du FA, ces comités ont à l'évidence une fonction presque exclusivement électorale. Mais déjà ont commencé à se constituer en leur sein des commissions d'intervention, en particulier sur la question de l'amnistie et de la libération des prisonniers politiques, qui impulsent à ces structures une dynamique à la fois militante et durable, dont la perspective va au-delà de l'échéance électorale proprement dite.

Quant à sa fonction politique, et indépendamment des variations possibles de son programme, le FA exprime trois choses fondamentales :

— Tout d'abord un regroupement unitaire de la résistance ouvrière et populaire à la dictature, et ce, dans un contexte où le renversement effectif de la dictature restera à obtenir après le 25 novembre, contre toutes les entreprises « continuistes », et où l'aspiration unitaire demeure par conséquent centrale.

1. Sur le PIT, cf. *Inprecor* numéro 168 du 5 mars 1984 et numéro 173 du 14 mai 1984.



Manifestation en Uruguay en faveur de l'amnistie. (DR)



— Ensuite, une rupture de fait du bipartisme bourgeois traditionnel articulé autour des partis Colorado et Blanco (national). Ce sont les organisations ouvrières (PC, PS, IDI) qui constituent le centre de gravité du FA. La présence en son sein de la Démocratie chrétienne est certes significative, mais il faut souligner que cette formation, malgré son appellation, n'est pas comparable à la DC chilienne par exemple. Du fait même de l'existence du système bipartite traditionnel, elle est plutôt une organisation de la petite bourgeoisie qui a participé à la résistance contre la dictature.

— Enfin, ce caractère du FA est renforcé par le lien de fait qui existe entre lui et l'organisation syndicale unitaire, le PIT. Il constitue le répondant et l'expression politique des forces motrices du PIT (syndicalistes indépendants, militants communistes, socialistes ou d'extrême-gauche).

### LES ACCORDS DU CLUB NAVAL

Après les journées de lutte du 16 et du 27 juin derniers, et face à la montée et à la réorganisation du mouvement de masse, la situation politique semblait bloquée pour la dictature. Les négociations des partis traditionnels (Blanco et Colorado) avec les militaires étaient au point mort. Ni la date ni les modalités des élections n'étaient encore arrêtées. Le sort des prisonniers, des proscrits (ceux qui sont privés de droits politiques), parmi lesquels se trouve le propre dirigeant du Parti national (Blanco), Ferreira Aldunate, et des exilés, constituait toujours un obstacle de taille sur la voie des compromis possibles entre la dictature et les partis bourgeois traditionnels. Pourtant, les militaires et la bourgeoisie avaient un besoin urgent de trouver une issue à cette situation. Déjà l'opposition bourgeoise avait dû se rallier à l'initiative de grève nationale lancée par le PIT le 27 juin. A la différence du scénario argentin, la radicalisation et l'organisation du mouvement de masse pouvaient s'accélérer et bousculer les plans de transition contrôlée concoctés par les uns et les autres.

A l'issue de négociations pratiquement secrètes, sans information ni consultation de sa base, c'est finalement la direction du Frente Amplio qui a aidé bourgeois et militaires à se tirer de ce mauvais pas en signant avec le parti Colorado et le gouvernement les accords dits du Club naval, en août dernier. Ces accords fixent la date et les modalités des prochaines élections, en échange de concessions de l'opposition sur le terrain des exigences démocratiques, que l'on peut résumer comme suit :

— il n'y aura pas d'amnistie générale préalable aux élections ;

— des partis politiques (comme le Parti communiste et l'extrême gauche) et des dirigeants restent proscrits, de sorte que, par exemple, Ferreira Aldunate pour le Parti national (Blanco) et Liber

Seregni pour le FA, ne peuvent se présenter aux élections ;

— l'accord du Club naval invente la reconnaissance d'un prétendu « état d'insurrection », catégorie non définie qui permettrait, en cas d'application, de soumettre des civils à la justice militaire ;

— l'Assemblée constituante élue le 25 novembre prochain ne pourra remettre en cause ces accords que dans un délai d'un an.

Ces accords constituent donc à l'évidence une triple concession. Ils abandonnent des exigences démocratiques et entament de ce fait la légitimité même d'élections qui se dérouleront en l'absence d'autant de proscrits et de bannis. Ils portent atteinte à la souveraineté de la future Assemblée constituante en lui fixant un carcan pour une durée d'un an au moins. Ils signifient de fait une modification, sans débat ni consultation populaire, de la Constitution de 1967, dont l'opposition démocratique réclamait jusque-là le rétablissement intégral.

Le prétexte invoqué par les dirigeants du FA pour justifier la signature de cet accord, est que le mouvement de masse avait atteint, lors de ses actions de juin dernier, son palier supérieur et qu'il était désormais nécessaire de sortir de l'impasse. Dans cette optique, tout progrès ultérieur était conditionné par l'ouverture du processus électoral dans le pays d'Amérique latine où les traditions démocratiques et parlementaires sont sans aucun doute les plus vivaces. Certains affirment que l'accord du Club naval ne représente de toute façon qu'un chiffon de papier pour laisser une porte de sortie aux militaires, et qu'une fois la Constituante élue, elle pourra passer outre et convoquer aussitôt de nouvelles élections, cette fois sans restrictions ...

Cet accord est pourtant chargé d'un contenu tout différent. Son effet immédiat a été de réduire le mouvement de masse à la passivité, de bloquer sa progression dans l'attente du dénouement électoral. Au-delà de ce pacte institutionnel proprement dit, les enjeux sont encore plus sérieux. Les effets de la crise économique et sociale sont tels et la réorganisation du mouvement de masse si profonde, que les directions bourgeoises avaient besoin, à la différence de la situation argentine ou brésilienne, de s'assurer de la mise en place d'un pacte institutionnel (l'accord du Club naval) et d'un pacte social (non encore réalisé) avant même l'ouverture du processus de transition.

Dans cette perspective, et après l'acceptation de l'accord par le FA, il semble que les dirigeants du Parti communiste aient même bénéficié d'une certaine priorité dans l'ordre des libérations de détenus politiques et du retour des exilés, sorte de coup de pouce pour les aider à récupérer un contrôle sur le mouvement largement battu en brèche. De même, après sa libération en mars dernier, le leader prestigieux du Frente Amplio, Liber Seregni, a multiplié les appels à la modération et à la concertation, comme du reste encore tout récemment, lors de son apparition à

la conférence latino-américaine de l'Internationale socialiste qui s'est tenue à Rio de Janeiro en septembre.

Le programme initial du Frente Amplio a été édulcoré et se trouve aujourd'hui nettement en-deça des revendications exprimées par la plate-forme du PIT (2). Ce nouveau programme propose une stricte délimitation des tâches spécifiques de l'armée, ainsi que son « perfectionnement professionnel et éthique ». En revanche, il n'avance aucune proposition d'enquête ou de poursuites contre les tortionnaires, dans un pays où la pratique de la torture a atteint des dimensions telles que le jugement des tortionnaires et l'épuration des corps répressifs peuvent être des questions aussi explosives que celle des disparus en Argentine. Le programme du FA évoque des droits de participation et de contrôle des travailleurs dans différents domaines politiques, économiques et sociaux, mais ne propose aucune revendication précise sur les salaires et l'emploi, alors que la récupération du pouvoir d'achat amputé sous la dictature et la réembauche de tous les travailleurs victimes de la chasse aux syndicalistes peuvent être considérées comme des revendications démocratiques élémentaires autant que comme des exigences sociales fondamentales. Enfin, si ce nouveau programme maintient la nécessité d'une planification de l'économie et de l'étatisation du système bancaire, quoique dans des formulations très générales, il reste très évasif sur le refus de la politique du Fonds monétaire international et ne se prononce ni sur le paiement de la dette, ni même sur la possibilité d'un moratoire unilatéral. En fait, tout dans la rédaction de ce nouveau programme semble avoir été fait pour laisser la porte ouverte à la signature d'un pacte social relatif à un compromis sur les revendications économiques et sociales des masses populaires, car cette question est à l'ordre du jour dès avant les élections.

### DU COMPROMIS SUR LES ÉLECTIONS AU PACTE SOCIAL

Le Parti national (Blanco) de Ferreira Aldunate est la seule des grandes formations à ne pas avoir signé les accords du Club naval. On aurait pu penser que ce parti avait ainsi arraché, au moins partiellement, le drapeau de l'intransigeance démocratique des mains du FA. Nul doute que son radicalisme apparent sur le terrain des revendications démocratiques lui ait valu une audience importante, dans certains secteurs de la jeunesse notamment. Mais, en même temps qu'il refusait cet accord, le Parti national s'engageait en revanche à fond dans la négociation d'un pacte social, ouverte dès août.

C'est bien là que réside le nœud de la situation. Les questions démocratiques comme la libération de tous les prisonniers, à commencer par Raul Sendic,

2. Sur le programme initial du Frente Amplio se reporter à *Inprecor* numéro 173 du 14 mai 1984.

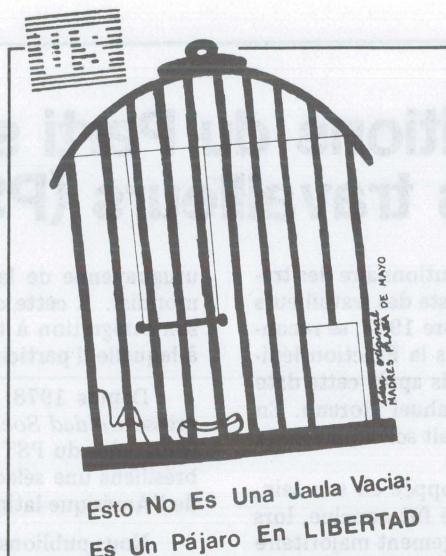


dirigeant historique du Mouvement de libération national Tupamaros, et le retour de tous les pros crits, à commencer par les anciens dirigeants du Mouvement du 26 mars (organisation de la gauche révolutionnaire) Ruben Sassano et Benedetti, restent des exigences explosives qui tendent déjà à se combiner et à se lier étroitement à des revendications sociales fondamentales. Et comme sur la question des droits démocratiques (pacte institutionnel), la direction du Front semble disposée au compromis sur le terrain du pacte social aussi. Mais elle rencontrera cette fois des résistances, organisées dans les rangs du PIT, beaucoup plus vives que ce ne fut le cas lors de la signature des accords du Club naval. Le congrès du PIT, initialement annoncé pour septembre dernier, a finalement été ajourné jusqu'après les élections, peut-être de crainte qu'il n'adopte une plate-forme par trop contradictoire avec les compromis tramés en coulisse par la direction du FA.

C'est aussi la raison pour laquelle la direction du FA a fait traîner en longueur, depuis mars dernier, la réponse aux demandes d'intégration en son sein d'organisations telles que le Mouvement du 26 mars, ou que le Parti socialiste des travailleurs (PST, organisation qui a demandé sa reconnaissance comme section de la IVE Internationale), qui auraient pourtant dû être membres de droit pour avoir participé, dès 1971, à la fondation de ce Front. Comme l'ont rappelé nos camarades du PST, ces dernières organisations n'ont quant à elles jamais été tentées par des alliances d'un autre type, à la différence du Parti communiste qui a appelé, en 1982, à voter pour le Parti national et a, pendant un temps, envisagé une grande alliance avec ce parti. Mais il se trouve que toute organisation membre du Frente Amplio a un droit de veto sur ses décisions. La Gauche démocratique indépendante (IDI) a déjà critiqué les accords du Club naval. L'intégration de nouveaux secteurs révolutionnaires au sein du FA renforcerait ce pôle combatif, et c'est justement pourquoi sa direction a finalement décidé de faire traîner les choses et de n'accepter l'intégration d'aucun nouveau parti jusqu'aux élections. Fondamentalement donc, le refus de la direction du FA de répondre positivement à la demande d'intégration du PST sanctionne la dénonciation par ce dernier des accords du Club naval et son rejet de tout projet de pacte social (cf. documents ci-après sur la position du PST sur ces différentes questions).

## LES ÉLECTIONS DU 25 NOVEMBRE ET LA POSITION DU PST

Le système électoral uruguayen autorise, pour l'élection à la présidence de la République, une candidature pour chaque parti ou regroupement politique légalisé. L'élection des députés et des conseillers municipaux se fait sur présentation de listes ou se sous-listes électorales présentées par les partis ou les fractions de regroupements politiques légalisés tels que le FA (3). Dans ce cadre juridique,



« Ceci n'est pas une cage vide, c'est un oiseau en liberté. »

le PST a résolu d'appeler à voter pour le Frente Amplio à l'élection présidentielle, et, dans les autres consultations, plus particulièrement pour la liste de l'IDI, membre du FA. Dans une déclaration du 8 octobre, le PST affirme qu'il « considère qu'il existe un cadre unitaire incontournable des partis et groupes qui se revendiquent de la classe ouvrière et du peuple, qui est le Frente Amplio. (...) C'est pourquoi, malgré nos différences avec les secteurs qui sont aujourd'hui majoritaires dans l'assemblée du FA, nous marchons aux côtés de la grande masse des "frente-amplistes", qui voient dans le front l'instrument unitaire actuel pour franchir le premier pas dans la voie de la rupture avec le patronat et l'impérialisme. Mais, à ce que nous avons déjà exprimé concernant le FA s'ajoute un nouveau phénomène politique d'une extrême importance : le projet politique ébauché par la Gauche démocratique indépendante (IDI), qui se développe aujourd'hui au sein du FA. (...) Nous nous référons à la prise de position de l'IDI en faveur de la socialisation des moyens de production et de la lutte des classes comme moteur de ces transformations, et pour une stratégie fondée sur la mobilisation populaire et, d'autre part, à la décision de cette organisation de s'atteler à la constitution d'un parti de la révolution uruguayenne socialiste, dont la colonne vertébrale serait la classe ouvrière organisée. (...) C'est pourquoi le PST soutient les candidats de l'IDI et engage son activité militante en ce sens dans la campagne électorale. »

Dans une lettre ouverte aux camarades de l'IDI datée du même jour, la direction du PST précisait le sens qu'elle donne à ce vote, en affirmant : « Nous croyons à la nécessité impérieuse d'un vote pour l'unité ouvrière et populaire au service des travailleurs et du peuple. Un vote qui renforce notre mouvement syndical, étudiant, coopératif, pour les droits de l'homme et les autres expressions du mouvement populaire. Un vote pour un salaire juste et un travail digne, pour un enseignement démocratique, pour une politique du logement et de santé populaires, pour la rupture avec la politique des affameurs du FMI. Un vote pour l'amnis-

tie générale, sans restrictions et immédiatement, qui ne peut plus attendre, pour la libération de tous les prisonniers politiques, le retour des exilés, la levée de toutes les proscriptions touchant hommes et partis, l'apparition en vie des détenus disparus, le jugement et le châtiment des responsables de crimes, tortures et disparitions. Nous pensons en somme qu'il s'agira d'un vote pour la défaite totale et définitive de la dictature et pour la construction d'une Uruguay socialiste. »

Pour organiser cette campagne électorale, le PST a ouvert des discussions avec l'IDI. Mais l'enjeu de ces discussions va bien au-delà de l'échéance électorale elle-même. Malgré son hétérogénéité, l'IDI regroupe en effet l'essentiel de la gauche combative et révolutionnaire, comme le Parti pour la victoire du peuple (PVP), le Groupe d'action unitaire (GAU) animé par le dirigeant syndical du textile Hector Rodriguez, et surtout un grand nombre de syndicalistes indépendants ou issus du Mouvement du 26 mars, comme Victor Semproni, coordinateur du PIT et dirigeant du syndicat des employés de banque. L'IDI a publié un projet de programme adopté en août dernier (voir encadré ci-après) et envisage de se constituer en parti politique à l'occasion d'un congrès qui se tiendra en mars 1985.

Les définitions générales du projet de programme constituent un précieux acquis et les positions adoptées par l'IDI ont suivi une orientation classiste en rejetant aussi bien les accords du Club naval que les projets de pacte social. Le maillon manquant entre son projet général de société socialiste et pluraliste et ses positions immédiates combatives sur le terrain social et démocratique, est certainement celui d'une perspective stratégique à moyen terme. Or, la situation qui naîtra des élections mettra sans aucun doute tous ses protagonistes devant de nouvelles épreuves et les contraindra à de nouvelles définitions politiques. Il est probable que les polarisations déjà apparues au sein du Frente Amplio s'accroîtront encore face aux questions relatives à l'attitude à adopter en rapport avec les projets de pacte social, la tenue du congrès du PIT, ou encore la question des coalitions gouvernementales et municipales, et de la poursuite de la lutte démocratique.

Une clarification dans l'IDI autour de ces points pourrait créer des conditions nouvelles pour la construction d'un parti révolutionnaire puissamment implanté dans le mouvement ouvrier uruguayen et réalisant la synthèse de plusieurs expériences et traditions de son histoire récente.

Daniel JEBRAC,  
2 novembre 1984.

3. Ainsi, le FA peut patronner pour les élections législatives et municipales plusieurs listes représentant les différents courants en son sein. Tous les partis et coalitions agissent de la sorte. Le vainqueur est le parti ou la coalition dont les voix de l'ensemble des listes qui s'en réclament arrivent en tête. Au sein de celles-ci, c'est la liste qui a le plus de voix qui remporte le siège.



# Les positions du Parti socialiste des travailleurs (PST)

CONSTITUÉ sous le nom de Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT) en 1968, le Parti socialiste des travailleurs (PST), qui changea de nom en décembre 1973, se reconstruisait au sein de la IVe Internationale dans la Fraction léniniste trotskyste (FLT), de 1972 à 1976, puis après cette date dans la Fraction bolchevique animée par Nahuel Moreno. En 1980, le PST a rompu avec ce courant qui avait scissionné de la IVe Internationale un an plus tôt.

Depuis lors, une discussion s'est développée en son sein, relative à ses références internationales. Elle fut conclue, lors du congrès de janvier 1984, par un vote largement majoritaire en faveur d'une demande de reconnaissance comme section

uruguayenne de la IVe Internationale à son prochain congrès mondial. A cette occasion, le PST adopta aussi le principe de son intégration à tous les niveaux au Frente Amplio, coalition à laquelle il participait déjà avant le coup d'Etat de 1973.

Depuis 1978, le PST publie régulièrement son organe de presse *Unidad Socialista*, et depuis le mois de mai dernier, nos camarades du PST éditent en collaboration avec les camarades brésiliens une sélection mensuelle d'*Inprecor* pour le cône Sud de l'Amérique latine.

Nous publions ci-dessous une série de prises de position du PST reprises de *Unidad Socialista*. ■

## DÉFENDRE LES ACQUIS OUVRIERS ET POPULAIRES FACE A LA CONCERTATION POUR UN PACTE SOCIAL

(...) Les négociations ouvertes qui ont commencé à se dérouler entre les diverses forces sociales et politiques du pays n'ont pas pour objectif de tracer le profil du front d'opposition dans la lutte démocratique et antidictatoriale, ni l'attitude actuelle de chaque force dans la période présente, mais tout au contraire de définir et de décider le comportement politique à adopter pendant la prochaine période de gouvernement.

En termes généraux, le mouvement ouvrier et populaire n'a jamais été et n'est pas opposé à la négociation, dans la mesure, c'est évident, où elle ne signifie pas pour lui se lier les mains, abaisser ou abandonner des revendications, et ne représente pas l'abandon, autour d'une table de négociations, de ce que le peuple a obtenu dans la rue, par ses luttes. Le problème central reste celui des conditions et des formes dans lesquelles de telles négociations et accords sont réalisés. Pour les travailleurs et le peuple, les négociations peuvent constituer un pas en avant dans l'expression et la satisfaction de revendications spécifiques, tant sur le plan des droits démocratiques qu'au niveau économique. Mais il faut tenir compte de ce qu'elles peuvent être utilisées par le patronat et ses partis, dans le but de barrer la route aux grandes majorités opprimées et exploitées dans leur lutte pour parvenir à la réalisation de ces objectifs. Cela dépendra, en dernière instance, du rapport de forces sociales et politiques qui pèsent dans un sens ou dans l'autre.

Avant tout, il faut se rappeler que quel que soit l'accord auquel on parvient, le mouvement ouvrier et populaire doit maintenir sa totale indépendance d'objectifs et de mobilisation. Il ne faut donc pas confondre un accord avec une trêve destiné à freiner et à retarder l'expression des exigences populaires. D'un autre côté, tout accord doit être discuté au préalable démocratiquement par les organisations ouvrières et populaires. Et la seule instance au sein de laquelle les tra-

vailleurs peuvent démocratiquement approuver ou rejeter cet accord est un congrès souverain de tout le mouvement ouvrier organisé, après une discussion approfondie à la base. A côté de cela, il faut s'opposer dès maintenant à tout type de négociations secrètes ou particulières. Cela ne pourrait être accepté sous aucune forme. La classe ouvrière et les autres secteurs populaires, aujourd'hui plus que jamais, après 11 années de désinformation systématique et de négation totale de la participation populaire aux décisions nationales, ont le droit absolu de savoir quelle est la position des divers secteurs — partis et organisations sociales — en ce qui concerne les questions qui les touchent directement. Surtout si l'on tient compte du fait que nous nous trouvons au milieu d'un processus électoral où la population devra décider, le 25 novembre prochain, par quel gouvernement elle désire être représentée. Nous devons aussi nous souvenir que les négociations actuelles ont lieu dans un cadre politique où persistent toutes sortes de pratiques arbitraires et de restriction des libertés démocratiques. Cette situation affecte quasi uniquement les secteurs ouvriers et populaires.

Enfin, il faut dire clairement quels sont les problèmes dont le mouvement ouvrier et populaire considère la résolution comme devant être immédiate et qui ne sont de ce fait pas négociables. C'est-à-dire quel est le niveau en-dessous duquel tout accord serait inacceptable. Le programme démocratique et populaire, forgé dans les luttes, souligne trois conditions dont les travailleurs et le peuple exigent, autour de la table de négociations, l'instauration immédiate.

En premier lieu, ils exigent que toutes les forces participantes s'engagent en faveur d'une amnistie générale, sans restrictions et immédiate, ce qui implique la libération de tous les prisonniers politiques, sans aucune exception, le retour

de tous les exilés, la fin de la proscription des hommes et des partis, et la réapparition en vie des détenus-disparus. En même temps sont exigés l'ouverture d'une enquête et le châtimement des responsables des crimes, des disparitions et des tortures, le démantèlement de l'appareil de répression et l'abolition de tous les décrets institutionnels, y compris le 19.

En deuxième lieu, il faut un plein exercice des droits syndicaux, ce qui implique la fin de la loi syndicale et de la réglementation du droit de grève, la garantie de la liberté de syndicalisation et la reconnaissance des organisations dont les travailleurs considèrent qu'elles les représentent. Cela doit nécessairement s'accompagner de la pleine restitution des libertés publiques.

Troisièmement, la reconstruction économique du pays ne doit pas se faire sur la base de nouveaux sacrifices pour les travailleurs et le peuple. Cette reconstruction doit se réaliser par une réelle augmentation des salaires et des pensions, en commençant par la réalisation de l'exigence posée par le PIT d'une augmentation immédiate des salaires de 3 000 pesos et de la fixation du salaire national minimum à 7 500 pesos et, à partir de là, s'acheminer dans la direction d'une redistribution du revenu national, cette fois au profit de la grande majorité des exploités et des opprimés. Il ne faut pas penser qu'une augmentation réelle des salaires puisse être obtenue par une simple augmentation nominale, laquelle serait ensuite annulée, comme nous le savons déjà, par l'inflation et la hausse du coût de la vie. Il faut l'obtenir à travers une forme effective de garantie des salaires, comme l'ajustement trimestriel automatique des salaires et des retraites à la hausse du coût de la vie. C'est seulement comme cela qu'il sera possible de mettre fin à la baisse vertigineuse du salaire réel et de progresser vers sa revalorisation. Et, il faut être clair là-dessus, l'augmentation du pouvoir d'achat des larges masses est une condition indispensable pour avancer dans la reconstruction démocratique du pays. ■

*Unidad Socialista*, numéro 48,  
Montevideo, 20 septembre 1984.



## LIBÉRATION IMMÉDIATE DE TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES

Le mercredi 12 septembre 1984, le Tribunal militaire suprême a fait connaître les sentences définitives infligées à 6 camarades arrêtés en 1982, au mois de mars, et accusés d'appartenir au Parti socialiste des travailleurs (PST). Alicia Locatelli, Cecilia Duffau, Jorge Frutos, Roberto Rodriguez, Diego et Ulises Negro ont tous été condamnés à trois ans et trois mois de prison.

Ces condamnations du Tribunal militaire suprême sont triplement entachées de nullité. D'abord parce que nous considérons comme inacceptable le jugement de civils par la justice militaire. Ensuite, parce que tout le procès — comme tous les procès organisés par la justice militaire — est sans valeur, dans la mesure où toutes les « déclarations » des prévenus leur furent arrachées sous la torture, et cela est connu tant des juges que des magistrats ou des avocats commis d'office. A la suite de ces mauvais traitements et des conditions de détention, Jorge Frutos a dû être hospitalisé à l'hôpital militaire avec de graves problèmes cardio-vasculaires et Alicia Locatelli a subi des lésions permanentes au cœur, à l'estomac et aux os. En troisième lieu enfin, parce que dans le cas des camarades dont nous parlons, il n'existe pas de charges concernant ce que les « juristes » appellent les « délits connexes », si bien que la condamnation à trois ans et trois mois d'emprisonnement qu'on vient de leur infliger correspond purement à ce que l'on appelle un « délit d'opinion », chose également inacceptable du point de vue des droits démocratiques élémentaires.

« Les prisonniers sont aux mains de Silva Ledesma (tortionnaire le plus connu d'Uruguay) », déclarait un membre de la famille d'un des prisonniers au cours d'une conférence de presse qui s'est tenue après l'entrevue des délégués de la Multipartidaire (regroupement politique comprenant le Parti national, le PS et le PC) avec les commandants en chef des forces armées, la semaine dernière.

L'acceptation dans les accords du Club naval du fait que les décisions de libération des prisonniers politiques restaient aux mains du Tribunal militaire suprême, a transformé tous les prisonniers politiques — plus de 500 actuellement — en otages virtuels de la dictature. Et aujourd'hui, à deux mois seulement des élections, on continue à condamner pour « délit d'opinion », avec des sentences de plus de trois ans, ce qui est un manque absolu au droit et à la justice. De plus, le lundi 17 septembre, des porte-parole du Tribunal suprême ont annoncé qu'aucune nouvelle révision des procès n'était prévue d'ici décembre, ce qui indique la signification que les militaires donnent aux « compromis » des accords du Club naval.

Nous exigeons donc la liberté immédiate des 6 camarades et de tous les pri-

sonniers politiques. Comme nous l'avons affirmé en d'autres occasions, les élections de novembre prochain ne doivent nullement retarder la satisfaction de l'exigence d'amnistie générale, sans restriction et immédiate. Tout au contraire, les plus petites possibilités doivent être utilisées pour approfondir la lutte pour la libération de tous les prisonniers politiques.



Le drapeau du PST. (DR)

## LETTRE OUVERTE AUX MILITANTS DU FRENTE AMPLIO

Pendant trois mois, de mars à juin de cette année, le PST s'est adressé et entretenu avec des membres du bureau exécutif du Frente Amplio pour obtenir l'intégration de notre délégué à son assemblée, sans parvenir à obtenir de réponse à ce sujet. Cette demande était antérieure à la première réunion de l'assemblée du FA à l'intérieur du pays même, qui s'est tenue au mois d'avril 1984. Pendant ce temps, de nouvelles organisations, qui n'avaient pas figuré parmi les fondateurs du FA, s'y sont incorporées — fait réellement positif —, tandis que notre intégration a toujours été évitée. Pendant trois mois encore, de juin à août, le PST s'est adressé à l'assemblée du FA, en réclamant une décision favorable à son intégration dans cet organisme, sans recevoir de réponse. C'est pour cela qu'après six mois sans avoir obtenu la moindre réponse de la part des organismes de direction du FA, nous nous sommes adressés aux comités de base, dans lesquels la majorité de nos camarades sont intégrés, pour les mettre au courant de nos rapports actuels avec le FA.

Sous le nom de Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), nous avons participé à la création du FA (en 1971,

Le Frente Amplio a appelé à une marche pour l'amnistie générale et sans restrictions le 26 septembre prochain. (...). La seule façon d'arracher des mains de Silva Ledesma le destin de nos prisonniers, c'est de réimpulser la campagne pour leur libération à tous, sans accorder de trêve à leurs geôliers, jusqu'à ce qu'il ne reste plus aucun camarade dans ces usines de douleur et de mort que sont les prisons Libertad, Punta de Rieles et les autres lieux de détention.

Unidad Socialista, numéro 48,  
Montevideo, 20 septembre 1984.

ndlr) et nous en avons fait partie jusqu'au moment où il a cessé de fonctionner à l'intérieur du pays, à la suite du coup d'Etat de 1973. Coude à coude avec tous les combattants antidictatoriaux, nous avons lutté dans la résistance durant 11 ans, fournissant notre quota d'emprisonnés, d'exilés, de torturés et de disparus. La plupart du temps durant cette période, nous avons fonctionné sous le nom de PST, que nous avons adopté en 1973. Et quand le FA a commencé à renaître, nous avons apporté notre soutien militant à toutes ses décisions. Nous avons fait campagne pour le « non » en 1980 (contre le référendum constitutionnel des militaires, ndlr) et nous avons appelé à voter blanc en 1982 (lors des élections pour désigner les responsables des partis politiques reconnus, ndlr), au moment où d'autres organisations du FA ont hésité ou ont adopté des positions ambiguës par rapport aux partis traditionnels. Nous n'avons réalisé aucune alliance en dehors du FA, et encore moins avons-nous priorisé ou fait passer avant celui-ci d'autres convergences en dehors de lui.

C'est pour cela que nous trouvons inexplicable les obstacles mis à notre par-



ticipation à l'assemblée et aux autres organismes du FA.

D'ailleurs, il faut dire que depuis sa création, nous avons appuyé les documents programmatiques fondamentaux de la coalition, et que ce soutien n'a pas été quelque chose de passif, mais que nous l'avons exprimé dans notre presse même aux pires moments de la répression. *Unidad Socialista* est régulièrement publié depuis les premiers jours de 1978 comme un organe de résistance à la dictature.

Dès lors, qu'est-ce qui nous empêche donc d'être intégrés au FA ? Nous croyons que ce ne peut pas être notre opposition totale aux accords du Club naval, parce qu'en cela nous sommes dans la même situation que d'autres organisations du FA, comme c'est le cas de l'IDI. Onze ans de participation à la résistance ont forgé dans notre parti une détermination inébranlable en faveur de la restauration de la démocratie sans restrictions ni mutilations. Mais cela, évidemment, ne peut pas être un obstacle à notre intégration à l'assemblée du FA. Nous avons eu connaissance de quelques commentaires suivant lesquels il s'agirait d'empêcher l'intégration dans le FA d'organisations « qui sont pour la violence », référence possible aux méthodes que certains mouvements utilisent ou prônent. Le PST n'est ni pour la violence ni, encore moins, pacifiste. Il respecte en premier lieu les méthodes que les travailleurs et le peuple adoptent à chaque moment pour défendre leurs revendications. Nous aurions été « pour la violence » aux côtés du FSLN et du peuple du Nicaragua contre Somoza en 1979, et nous le serions aujourd'hui avec le FMLN au Salvador, et nous n'avons pas honte de le dire. Et nous avons manifesté pacifiquement aux côtés du peuple en Uruguay, dans toutes les manifestations et tous les rassemblements antidictatoriaux de ces dernières années, parce que c'est ce qu'a voulu le peuple uruguayen.

De telle manière que ni notre position démocratique intransigeante ni nos méthodes, que nous ne faisons qu'aligner sur celles adoptées par le peuple pour défendre ses droits, ne peuvent empêcher notre pleine intégration au Frente Amplio. Dès lors, qu'est-ce qui empêche une décision positive sur notre intégration dans le FA ? C'est une question que nous te posons aujourd'hui, à toi, camarade de chaque comité de base du FA. Et nous espérons recevoir de ta part une réponse franche et ouverte, qui ne démente pas la tradition démocratique du FA, et qui plus est, ne frappe pas dans le dos l'unité que les militants du FA ont forgé dans la rue, coude à coude avec tout le peuple.

Nous voulons faire partie de toutes les instances du Frente Amplio, avec nos obligations et nos droits.

Nous faisons appel à la base du FA et nous faisons confiance à ses militants pour que notre entrée dans le FA ne soit pas bloquée plus longtemps. ■

Parti socialiste des travailleurs,  
Montevideo, 25 août 1984.

## Le projet socialiste de la Gauche démocratique et indépendante (IDI)

**L**a gauche démocratique et indépendante (IDI) est un regroupement d'organisations et de militants représentant l'aile gauche de la coalition du Frente Amplio (FA). Sous la couverture du FA, l'IDI présentera ses propres listes dans les élections locales du 25 novembre. En août dernier, elle a rendu public un projet de programme dans lequel elle se définit comme un instrument qui se propose de construire un nouveau parti et de « *lutter plus efficacement pour une société socialiste, pour faire que le maillon autoritaire soit le dernier de la chaîne, pour contribuer à la relève historique du capitalisme et de la dépendance* ». Ce programme s'articule autour de quatre principes cardinaux : « *la démocratie participative, la socialisation des moyens de production, une stratégie fondée sur la mobilisation populaire, et une politique internationale de non alignement par rapport à tout centre de décision*. »

Nous publions ci-après les extraits les plus significatifs de la plate-forme programmatique de l'IDI.

### DOCUMENT

Dans l'Uruguay des dernières décennies, le capitalisme a montré crûment son incompatibilité radicale avec les besoins populaires et nationaux. Il unit tout à la fois l'exploitation sociale, la dépendance extérieure et la stagnation intérieure, et il engendre en son sein la dictature politique. (...)

Ces dix dernières années, la crise s'est aiguisée. La spéculation financière a pris une place centrale et domine complètement les activités productives. Les salaires et les conditions de vie sont les pires que nous ayons connus dans l'histoire contemporaine de l'Uruguay. Le néo-libéralisme autoritaire a privilégié le système financier. Simultanément, il a augmenté de façon spectaculaire la mainmise étrangère au sein de ce système. Cette hégémonie obtenue par la fraction financière de la classe au pouvoir, ce réajustement de la dépendance, ont créé un nouveau mécanisme de l'accaparement de la richesse sociale produite par les travailleurs. Tout ce processus s'est accompagné dans le même temps par un endettement extérieur accéléré, qui a contribué de façon décisive à accroître l'aliénation du pays.

Les attitudes politiques des hommes d'affaires montre la continuité historique qui lie ces dix dernières années aux étapes précédentes. Il faut se souvenir que beaucoup de capitalistes qui protestent aujourd'hui contre le néo-libéralisme autoritaire et contribuent par là-même à augmenter l'isolement du régime, ont appuyé dans le passé la mise en pratique de ces théories. Cette attitude s'est maintenue durant tout le temps où les profits s'accroissaient, comme ce fut le cas pour certaines industries d'exportation jusqu'en 1978, pour les gros éleveurs jusqu'en 1978 et 1979, pour les plus importantes entreprises du bâtiment jusqu'en 1981.

En résumé, la dictature mise en place en 1973 constitue le dernier maillon d'une chaîne, une tentative de plus pour sauver un système capitaliste et dépendant qui opprime la classe ouvrière et

l'ensemble du peuple travailleur, bloque le développement national, favorise l'oligarchie, le capital étranger et l'impérialisme. (...)

### LES 5 POINTS FONDAMENTAUX DU PROGRAMME DE L'IDI

Le projet politique pour lequel nous luttons se fonde sur cinq points de départ fondamentaux.

Le premier se réfère au fait que ce projet politique est au service d'une transformation révolutionnaire de la société uruguayenne. Parce que nous sommes convaincus de la radicale incompatibilité du capitalisme dépendant et des besoins populaires et nationaux, nous levons le drapeau d'une solution historique afin de substituer à ce système d'oppression un système de libération que nous appelons démocratie socialiste. Nous concevons la démocratie socialiste comme un système appuyé sur quatre piliers fondamentaux : la participation réelle, pluraliste et organisée de notre peuple ; la collectivisation des décisions sociales et politiques les plus importantes ; la socialisation des moyens de production comme garantie effective et unique de cette collectivisation ; et la vigueur réelle d'une structure sociale sans exploités ni exploiters et sans une bureaucratie dominante, vigueur qui sera le résultat des mesures énoncées précédemment.

Le second point de départ, c'est l'unité de toute la gauche. La gauche doit être unie, car elle est le fer de lance d'une rénovation du système social et politique. Seule la gauche peut assumer la conduite de ce processus de profonde transformation historique. L'unité de la gauche consacre sur le plan politique l'unité des ouvriers, des étudiants, des petits producteurs et propriétaires de la ville et de la campagne, et les autres secteurs du peuple travailleur, unité qui s'est forgée pendant des décennies de lutte contre une politique autoritaire, esclave du FMI. Cette unité politique des différentes forces sociales peut et doit être au-dessus des diffé-



rences qui existent entre tel ou tel courant ou organisation politique quant à l'image de la société pour laquelle nous luttons.

Notre troisième point de départ dans ce projet, c'est la réaffirmation des tâches historiques que se propose le Frente Amplio comme instrument politique de la lutte pour un programme anti-oligarchique de libération nationale. Treize ans après la constitution de cette force politique — dont dix années d'autoritarisme répressif qui ont produit des changements substantiels dans notre vie sociale —, la signification et le poids du Frente Amplio et de son leader, non seulement n'ont pas disparu mais se sont accrus. La vigueur de l'instrument politique dont s'est dotée la gauche uruguayenne dans la recherche de son unité s'affirme aujourd'hui plus forte que jamais. L'espace occupé par cette coalition est chaque fois plus important, comme le montre le poids croissant pris par le Frente et son président parmi le peuple uruguayen.

Notre quatrième point de départ met l'accent sur la nécessité de renforcer le Frente Amplio et toutes les formes organisées du mouvement populaire. Les tâches devront être prises en charge collectivement par les formations sœurs membres de la coalition. Parmi ces tâches, il en est néanmoins une qui prend pour nous un caractère constitutionnel : c'est l'organisation politique de la gauche indépendante dans un parti. Un parti qui regroupe ceux qui adhèrent au projet d'une démocratie socialiste prenant ses racines dans les particularités nationales. Un parti qui naisse comme le fruit des convergences pratiques vérifiées tout au long d'un processus de lutte sociale. Un parti capable de donner une forme organisée aux apports idéologiques et aux traditions militantes d'un ensemble très large d'organisations et de camarades qui ont des propositions en accord avec ces bases. Un parti ouvert à tous ceux qui partagent ces propositions, qui agissent matériellement

pour y parvenir et prennent une responsabilité militante dans le même sens. Un parti qui, ayant pour point de départ l'unité de toute la gauche, soit particulièrement disposé à maintenir des relations fraternelles avec toutes les forces qui se veulent socialistes. Un parti qui soit conscient du rôle fondamental que la classe ouvrière est appelée à jouer dans l'édification d'une option socialiste. Un parti qui intègre la lutte de libération nationale et sociale dans la lutte des peuples latino-américains pour leur émancipation et qui, de ce point de vue, prenne particulièrement en compte les expériences historiques des révolutions cubaine et nicaraguayenne comme les revers subis par le mouvement populaire chilien, par celui de notre pays ou d'ailleurs.

Notre cinquième point de départ concerne le rôle de la base. Ceci est un projet politique pour se développer du bas vers le haut. Ce développement se fonde sur la pratique de la démocratie interne, qui est véritablement la base fondamentale de l'unité et de l'organisation de la gauche indépendante. Plus qu'une méthode de travail — même si par ailleurs c'en est une — la participation active et organisée de la base est une des caractéristiques centrales de notre profil idéologique. De ce point de vue, ce profil s'appuie sur la création d'un authentique pouvoir populaire et démocratique, vital pour assurer que le Frente Amplio constitue une solution politique réelle pour la transformation de la société uruguayenne. C'est dans ce cadre que notre projet se réfère fondamentalement aux travailleurs et à leur lutte pour parvenir à une société dont ils seront les principaux acteurs.

## LES ORIGINES HISTORIQUES

(...) Le mouvement politique que nous sommes en train de créer s'inspire de divers antécédents de luttes sociales. D'un point de vue historique, il participe de la source démocratique et radicale qui avait

*Le Frente Amplio (FA) descend dans la rue. (DR)*



émergé dans la geste « artiguiste » et s'exprimait dans un ensemble de propositions économiques (le Règlement des terres de 1815), sociales et politiques qui devaient constituer le programme de libération pour lequel le peuple oriental (peuple uruguayen, ndlr.) luttait héroïquement sous la conduite lucide de José Artigas (général uruguayen, chef du premier gouvernement national en 1815, ndlr.). Cette origine retrouve son impulsion à d'autres moments de l'histoire de notre pays. Elle trouve l'une de ses expressions dans le mouvement pour une éducation populaire, elle se manifeste ensuite dans les luttes ouvrières, dans les nombreuses propositions et mobilisations de la gauche d'inspiration socialiste, ainsi que dans les courants les plus avancés des partis Colorado et Blanco. Ce processus a trouvé sans aucun doute un élan profond avec le développement d'un puissant mouvement des travailleurs, étroitement lié au travail de toutes les forces de la gauche, principales protagonistes des innombrables journées de lutte populaire, dont l'un des points culminants fut l'héroïque grève générale de 1973.

L'histoire plus récente nous laisse des témoignages très clairs sur le rapprochement progressif que recherchent et font avancer tous ceux qui sont pour un socialisme profondément enraciné dans les particularités nationales et un type de travail participatif, démocratique, antidogmatique et toujours ouvert à la discussion et à l'auto-critique. Nous pourrions citer de nombreux et importants exemples sur ce sujet, mentionner les expériences prolongées d'interventions politiques en milieu ouvrier, étudiant, dans les quartiers, et prendre en compte les témoignages de rapprochement avant et après la création du Frente Amplio. Parmi ces derniers, nous devons inclure aussi bien un ensemble d'actions qui sont nées et se sont développées dans le cadre des comités de base de la coalition frontiste que les diverses formes de participation dans toutes les consultations de la période qui a commencé avec le plébiscite de 1980. (...)

Un autre grand facteur de différenciation se réfère au fait que le pas que nous voulons franchir aujourd'hui suppose le choix d'un mécanisme d'organisation plus approfondi : la création du parti de la gauche indépendante. C'est ainsi que nous pourrions couronner un processus qui a eu des jalons extrêmement importants et nous voulons, pour ce faire, adopter une structure politique unique pour tous ceux d'entre nous qui s'intègrent à cette initiative, en perdant par là même nos identités antérieures. Cette initiative politique donnera plus de force, d'organisation et d'impulsion à une large tradition, aux sources démocratiques et nationales aujourd'hui orientées vers la lutte pour un programme socialiste qui embrasse toutes les sphères de la vie sociale.

## LE PROJET DE SOCIÉTÉ

Le projet social que nous voulons pour l'Uruguay suppose que l'on reconnaisse que dans le monde contemporain la



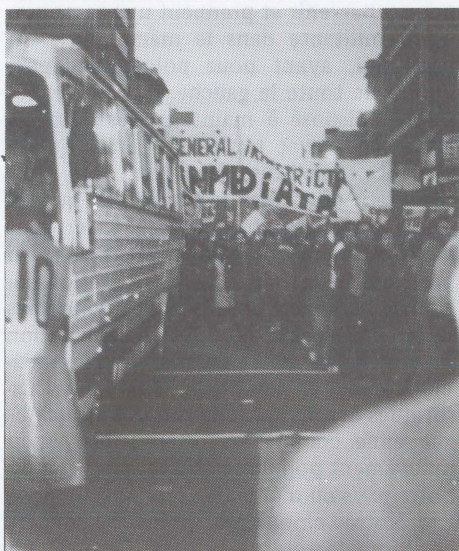
transition du capitalisme au socialisme est en train de se produire. Pour participer à ce processus, il n'y a pas une seule voie ni une forme nationale unique de socialisme mais, en revanche, une pluralité de formes et de voies déjà créées ou qui le seront. Dans ce contexte, nous levons ici et maintenant le drapeau du socialisme, reconnaissant ses valeurs universelles et en y intégrant les particularités nationales. Personne ne peut dire aujourd'hui quelle sera l'image définitive du socialisme uruguayen. C'est le peuple organisé qui en construira la voie et lui donnera son contenu concret. Mais ce que nous voulons, c'est proposer déjà une phase historique spécifique sur cette voie.

Il est sûr que le sentier s'élargira à partir des libertés retrouvées pour lesquelles nous luttons aujourd'hui. Mais il est également certain que ces libertés ne constituent qu'un pas en direction de la démocratie socialiste. Cette dernière doit se fonder sur la structure économique et trouver son expression dans les structures sociales, dans les systèmes politiques et le changement des relations de pouvoir. Pour cela, nous exposerons dans cet ordre les propositions que nous avançons aujourd'hui pour aller vers la démocratie socialiste.

— *La structure économique et les voies de socialisation.* La base économique de la démocratie réelle se trouve dans la propriété des moyens de production, comme dans l'organisation et la direction collective du processus de production. (...) Dans la phase historique à laquelle nous nous référons dans cette proposition, l'étatisation est l'une des formes de la socialisation. Mais ce n'est pas la seule. Les coopératives et toutes les formes analogues de regroupement autogestionnaire par exemple, pourraient ouvrir la voie à la prédominance de l'intérêt collectif et national et constituer des mécanismes qui stimulent le pouvoir populaire. (...)

Sur cette base, l'étatisation sera la voie de la socialisation dans tous les cas où le caractère stratégique du secteur d'activité, son intérêt national et une forte concentration de capital en constituent, ensemble, les traits les plus importants. En plus des secteurs où intervient traditionnellement l'Etat uruguayen, le secteur financier, un ensemble d'industries clés et toutes les relations économiques du pays avec l'étranger constituent aujourd'hui les exemples les plus clairs de l'application nécessaire de cette socialisation. Dans d'autres cas, cette voie fondamentale de socialisation sera mise en œuvre par la transformation des relations sociales de production dans la sphère de la propriété privée. Cette transformation fera des travailleurs les acteurs centraux de cette activité, dans le cadre d'organisations coopératives et autogestionnaires où ils posséderont collectivement la propriété des produits de base de l'industrie, organiseront la production et définiront la destination des produits obtenus.

Tout cela n'exclut pas la possibilité que dans des secteurs déterminés, on combine les deux formes que nous venons



Manifestation de rue à Montevideo. (DR)

de définir, en mettant ainsi sur pied une co-participation d'entreprises d'Etat avec des organisations collectives ou privées du type décrit plus haut. D'autre part, nous devons assumer le fait que, tant dans les villes que dans les zones rurales, il y aura une marge significative d'activités à petite échelle qui continueront à se développer pendant un long moment avec un critère individuel. Le grand changement par rapport au passé sera le contexte général dans lequel s'inséreront ces activités. Ce contexte sera à dominante socialiste.

En présence d'un Etat conducteur, démocratique et ouvert à la participation populaire, et avec ces différentes voies de socialisation, nous proposons l'usage de la planification comme instrument central de gouvernement. La mission fondamentale de cette planification sera d'assurer une articulation efficace, rationnelle, entre les actions du secteur public et privé dans le contexte des orientations définies par la société.

— *La structure sociale et la mobilisation populaire.* (...) C'est la participation démocratique qui donne à cette stratégie sa base fondamentale. De ce point de vue, notre proposition suppose une hiérarchisation de la démocratie réelle. Elle implique de reconnaître que sans une participation effective de la population organisée, dans les grandes décisions nationales et dans tous les espaces et niveaux de la vie sociale, l'Etat de droit et les instances issues des élections se transformeraient en des formes vides de leur substance.

Cette participation se fera de plusieurs façons : à travers les institutions politiques du pouvoir populaire, qui devront principalement résoudre tous les problèmes affectant l'ensemble de la société ; par les organisations revendicatives — syndicats, centres étudiants, etc. — qui regroupent, à un certain niveau, les différents protagonistes de la vie sociale ; par les structures de gestion dont se dotent les travailleurs et le peuple pour conduire le processus de production et tout ce qui touche aux conditions de vie — habitat, santé, culture, etc. — et, enfin, par les organisations politiques et autres. Tou-

tes ces formes de participation rendront compte des positions prises par les différentes forces sociales. Dit sous une autre forme, pour que la démocratie réelle fonctionne, il est nécessaire de s'appuyer sur le pluralisme, sur la diversité des formes de participation, et sur la mobilisation permanente. (...) En un mot, nous appuyons l'initiative et la décision populaire dans tous ces domaines et à tous les niveaux de la problématique nationale. (...)

En résumé, nous prôtons la construction socialiste sur le plan économique par des formes politiques démocratiques qui évitent la bureaucratie et permettent le développement effectif du pouvoir populaire. Nous voulons créer de cette manière les conditions pour que l'unique hégémonie politique et sociale qui existe soit celle du peuple. Nous disons également avec clarté que nous concevons la classe ouvrière comme étant la force organisatrice et dirigeante du mouvement populaire, comme la force d'impulsion et le protagoniste central de l'éventail des changements économiques, politiques, sociaux et culturels qui conduisent vers la démocratie socialiste. (...)

Dans ce sens, le respect de l'autonomie des organisations syndicales est un axe central de notre conception de la démocratie socialiste. Nous savons qu'il faut respecter et contribuer à sauvegarder l'indépendance des syndicats par rapport aux organisations économiques, sociales, politiques et culturelles. C'est sans aucun doute dans le cadre de ces libertés sociales que les travailleurs pourront combattre les tendances qui peuvent surgir à l'appropriation induite de l'excédent économique sous la forme d'apparition de privilèges bureaucratiques dans les directions ou administrations des structures de propriété collective. (...)

## LA POLITIQUE INTERNATIONALE

Notre projet historique est national et socialiste. Parce qu'il est national, il se propose de lutter pour un pays libéré de la dépendance. Il considère que la rupture des liens de dépendance constitue la condition préalable et inajournable à un développement des potentialités existant dans tout le pays et le peuple oriental. (...)

L'unité des peuples et des mouvements de libération d'Amérique latine doit être le facteur d'impulsion de cette politique anti-impérialiste. En définissant une politique internationale anti-impérialiste et d'intégration latino-américaine, nous ne faisons rien d'autre que de donner un contenu régional à quelques-uns des principes généraux valables pour les relations internationales au niveau mondial : la défense sans fissures de l'amitié entre tous les peuples du monde, de la paix entre les Etats, et des principes de souveraineté et d'auto-détermination des peuples, la non intervention dans les affaires intérieures et le non alignement derrière un quelconque centre de décision. ■

Gauche démocratique indépendante (IDI),  
commission du Programme,  
Montevideo, août 1984.



# Les proscrits de la dictature

Un témoignage de Ruben Sassano,  
réfugié politique en France

**L**ES prochaines élections uruguayennes se feront sans les proscrits, ces militants dont les droits ont été sacrifiés par la signature de l'accord du Club naval entre le parti Colorado, le Frente Amplio et la dictature. Parmi ces militants, Ruben Sassano, aujourd'hui réfugié politique en France depuis plusieurs années, fait un peu figure d'exemple. Militant syndical des travailleurs du port de Montevideo, il fut de tous les combats du mouvement ouvrier et aussi victime de toutes les répressions contre les militants révolutionnaires et ouvriers. Mais il témoigne aussi de la trajectoire de militants révolutionnaires favorables aux thèses et aux orientations de lutte du Mouvement du 26 mars et se retrouvant aujourd'hui dans celles de l'IDI.

L'interview qu'il a accordée à *Inprecor* nous éclaire donc à ce titre sur l'évolution en cours chez une génération de militants révolutionnaires, sur l'importance de la lutte pour les droits démocratiques dans la phase actuelle de l'ouverture politique de la dictature, et sur les problèmes tactiques et stratégiques d'une gauche révolutionnaire uruguayenne toujours confrontée à l'existence d'un appareil militaire et répressif intact, qui s'est simplement retiré dans l'antichambre du pouvoir.

« INPRECOR » : — Tu as été pendant de longues années un militant et un responsable syndical sur le port de Montevideo. Aujourd'hui, à la veille des élections, tu fais partie de ceux qui demeurent proscrits. J'ai pu voir des inscriptions sur les murs de Montevideo réclamant ton retour. Autrement dit, la demande de libération de tous les prisonniers politiques, à commencer par Raul Sendic, et celle du retour de tous les proscrits, à commencer par toi-même et par le poète Benedetti, illustrent les limites de l'ouverture en Uruguay et expriment la nécessité d'une bataille qui se poursuivra au-delà des élections du 25 novembre. Quelle est aujourd'hui ta situation exacte ?

Ruben SASSANO : — Je suis en France depuis sept ans en tant que réfugié politique. Comme j'ai entendu parler d'ouverture, je suis allé demander mes papiers pour rentrer au pays, parce que, même pour un internationaliste convaincu, l'exil reste une terrible torture. J'ai toujours eu mal à apprendre le passé composé en Uruguay, alors imagine en France ... Au bout de sept ans, je m'exprime toujours un peu comme Tarzan. Bref, on m'a refusé les papiers et je reste proscrit.

— Comment vois-tu d'ici la réorganisation en cours du mouvement ouvrier uruguayen et la signification des prochaines élections ?

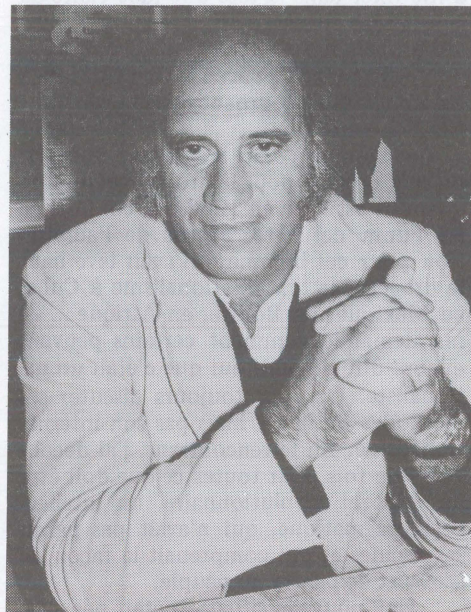
— Je garde des contacts avec le pays et avec des militants ouvriers de passage. L'un d'eux me disait récemment qu'à cause des morts et de l'exil, la classe ouvrière est là bas comme un grand corps avec seulement une toute petite tête. Cela vaut pour tous les partis de gauche. Et les militaires en sont bien conscients, même s'ils sont obligés aujourd'hui à certaines concessions. Les réfugiés politiques autorisés à rentrer font l'objet d'avertissements, de pressions et de menaces. Les

forces répressives se sont retirées intactes du devant de la scène. Mais elles restent dans la pièce du fond, à affûter leurs couteaux, à prendre des kilomètres de films et de photos, à mettre en fiche le mouvement ouvrier et révolutionnaire ... Il ne faut pas sous-estimer l'ennemi. Il sait parfaitement que si ce mouvement ouvrier magnifique reconstruit sa direction, les jours seront comptés pour lui. Il fera donc tout pour l'en empêcher.

Les élections et la retraite des militaires dans leurs casernes constituent donc une soupape de sûreté. De plus, en signant l'accord du Club naval, le Frente Amplio a pris le peuple à contre-pied. Il risque ainsi de nous faire perdre dans les négociations et les élections ce que le peuple avait gagné dans la rue. Il a offert aux forces répressives l'occasion de diviser le front de l'opposition. Il fallait tout au contraire continuer à exiger la démocratie sans restrictions et ne pas laisser aux forces armées le ballon d'oxygène dont elles avaient tant besoin.

— J'ai entendu dire que, dans le cadre de l'ouverture de la campagne électorale, la Gauche démocratique indépendante (IDI) a tenu une réunion d'environ 15 000 participants lors de laquelle a été lu un message de soutien à l'IDI que tu leur avais fait parvenir, et qui a été accueilli par une formidable ovation. Quel sens donnes-tu à ce soutien ?

— J'ai en effet apporté mon soutien à l'IDI parce qu'il s'agit à mes yeux d'un front de classe, même si existent en son sein différentes conceptions sur la manière de faire la révolution. Les divergences qui subsistent sont d'ordre tactique ou de méthode, mais à partir d'un but commun. L'IDI peut constituer, avec le courant combatif du Plénum intersyndical des travailleurs (PIT) sur le plan syndical, un véritable pôle classiste qui, fort de l'expérience de ces dix dernières années, peut



Ruben Sassano. (DR)

devenir le principal bastion de la résistance ouvrière pour les luttes d'aujourd'hui comme pour celles de demain.

Il faut comprendre de quoi est composé l'IDI. Il y a le Parti pour la victoire du peuple (PVP), qui vient de l'anarchisme, se réclame maintenant du marxisme, et est à la recherche d'une identité. Il y a le Groupe d'action unitaire (GAU), dirigé par Hector Rodriguez, qui est un groupe en majorité antibureaucratique et antistalinien disposant d'une base ouvrière dans le textile. Il y a beaucoup de gens naguère attirés par le MLN-Tupamaros. Il y a surtout beaucoup de militants indépendants de la nouvelle génération à la recherche d'un véritable parti. Enfin, le PST apporte son soutien à l'IDI pour la campagne et annonce qu'il veut ouvrir avec l'IDI une discussion plus fondamentale sur les perspectives à moyen terme. Il faut prévoir en effet que, sous l'effet de la crise, après les élections, la « concertation » entre le FA et la dictature va éclater en morceaux. C'est le Frente Amplio qui va alors devoir se définir.

— Tu es toi-même une sorte de symbole de la génération militante des années 1960 et 1970, qui a connu la répression de 1971, le coup d'Etat et la grève générale historique de 1973, à nouveau la répression et la torture. Avec le recul et la nouvelle expérience de l'exil, comment vois-tu aujourd'hui ta propre trajectoire ?

— J'ai commencé à travailler à douze ans dans une fabrique de savon. Ce fut là ma première expérience de ce qu'est la vente de la force de travail pour un enfant prématurément transformé en ouvrier. Ensuite, au fur et à mesure des années, j'ai commencé à comprendre vraiment la situation, et les militants du Parti communiste m'ont donné les premières armes de cette compréhension. Par la suite, comme j'avais la chance d'être considéré comme un « footballeur d'avenir », on m'a trouvé un travail dans le port de Montevideo. A 17 ans, cette nouvelle expérience a servi



à me fixer dans la tête une idée claire de la lutte des classes.

— Ta rencontre avec le Che Guevara a été un véritable tournant dans ta vie ?

— Comme j'étais travailleur du port, on m'a désigné pour la protection du Che quand il est venu en 1962 à la conférence de Punta del Este. J'avais de l'admiration pour cet homme qui avait levé haut le drapeau de l'internationalisme à Cuba, au Mexique, en Bolivie, en Afrique ... Je me demande comment certains peuvent encore dire aujourd'hui que c'était un nationaliste. On peut toujours discuter ses méthodes de lutte, mais pas son internationalisme. En le rencontrant, j'ai découvert une fois pour toutes ce que doit être un militant révolutionnaire, un intellectuel pragmatique, qui n'avait pas perdu ses racines et qui comprenait la façon de sentir et de penser du peuple.

Une nouvelle situation était née avec la révolution cubaine, qui a secoué toute l'Amérique latine. La figure du Che ralliait le soutien non seulement des marxistes mais d'importants courants chrétiens. Maintenant, certains voudraient l'oublier. Moi, je n'accepte pas qu'on applaudisse un type quand il gagne et qu'on lui tourne le dos s'il a le malheur de perdre.

En 1967, j'ai été invité à Cuba, et là j'ai découvert un peuple, un effort collectif ... Et je me disais, c'est ici que commence à se forger l'homme nouveau dont le Che parlait. J'étais d'autant plus enthousiaste que j'avais dû, pour me rendre à Cuba, transiter par la Tchécoslovaquie et séjourner à l'Hôtel international de Prague. C'était alors en pleine guerre du Vietnam. La première chose qu'on nous ait proposé à Prague, c'était de changer des dollars au marché noir. On ne nous a pas laissé entrer au bal de l'hôtel parce que nous n'avions pas de cravate. Ces premiers petits détails étaient pour nous une révélation. Il y avait aussi les voitures des bureaucrates du parti qui passaient avec les rideaux tirés. Nous, on se disait : drôles de dirigeants qui tirent les rideaux pour ne pas voir le peuple. Et rien sur le Vietnam, aucune mobilisation de solidarité. C'est de Cuba que nous avons appris le soulèvement en Tchécoslovaquie. Nous n'avons pas été surpris. C'était logique. Nous avions découvert une bureaucratie qui se payait la tête de son peuple et n'avait rien d'internationaliste.

— C'est à partir de ton séjour à Cuba que tu t'es éloigné du Parti communiste ?

— A partir de 1965 est apparu en Uruguay le Mouvement de libération nationale (MLN) qui polarisait les éléments attirés par la révolution cubaine. Mais le MLN était déjà prisonnier de la confusion qui s'est ensuite propagée à d'autres pays, comme l'Argentine. Il considérait le Parti communiste comme son allié stratégique. Mais comment fonder une stratégie sur une telle division des tâches, entre lutte armée et mouvement de masse ? Comment développer la lutte armée en comptant sur le renfort final de masses qu'on

abandonne entre les mains du PC et de ses conceptions parlementaristes ? Ce qui devait arriver est arrivé. Les masses populaires s'orientaient de leur côté, avec une conception de lutte non violente, et le mouvement armé s'en est allé du sien. Le MLN n'a pas su unir la lutte des masses et la lutte armée, de sorte que la force armée la plus puissante, l'armée professionnelle, celle de l'Etat, a vaincu l'armée la plus faible, celle de la guérilla, et ce dès 1971.

— En tant que dirigeant ouvrier, tu as dû vivre encore plus intensément que d'autres cette contradiction ?

— Oui, je l'ai vécue plus fortement. On voulait que la classe ouvrière soit protagoniste de la lutte de libération. Mais quand toutes les structures doivent être secrètes, que le centralisme militaire étouffe la démocratie, le militantisme tend à se réduire à l'obéissance. Moi, je croyais à la convergence du mouvement armé et du mouvement de masse. Mais la guérilla a été écrasée en 1971 par une forte répression sélective, sans que le mouvement de masse dirigé par le PC ne bouge. Et quand le coup d'Etat de 1973 a attaqué frontalement le mouvement ouvrier dans son ensemble, quand nous avons riposté par la grève générale, les camarades sur le port me disaient : « *C'est maintenant que nous aurions besoin des "muchachos"...* »

Pendant la grande époque des Tupamaros, quand on demandait aux dirigeants du MLN quel serait le rôle de la classe ouvrière, certains allaient jusqu'à répondre qu'il fallait laisser cela au PC. Mais on ressentait déjà les coups de la crise économique et sociale, et avec la crise, les libéraux deviennent conservateurs, les conservateurs deviennent fascistes, les luttes se multiplient et la répression se déclenche. La bourgeoisie commença par une répression sélective, d'abord la guérilla et après le mouvement de masse. Le PC et les réformistes se sont lavés les mains de la répression contre la guérilla, qui resta isolée et fut détruite. Mais par la suite, tout le monde y passa.

— Toi-même tu as connu à plusieurs reprises les prisons et la torture.

— En 1969, j'ai été arrêté une première fois et pendant quinze jours, sous une démocratie bourgeoise, j'ai connu pour la première fois la torture. Au cours d'une séance de torture à l'électricité, j'ai rompu mes liens et arraché la cagoule qui m'aveuglait. J'ai vu tous les officiers, leurs visages, qui s'entraînaient déjà à la torture. L'armée était déjà dans le coup, même si elle n'a commencé à agir directement qu'en 1971. Et il y avait déjà des conseillers américains. Cette histoire s'est diffusée dans le pays comme le premier cas de torture, et pourtant mon seul crime avait été de m'être rendu à Cuba pour connaître la réalité de ce pays.

En 1971, j'ai été à nouveau accusé, cette fois d'être le porte-parole du Mouvement du 26 mars. Finalement, on n'a pas arrêté de m'arrêter, comme militant du PC ou du Mouvement du 26 mars, pour

avoir été à Cuba, comme syndicaliste, ou tout simplement comme travailleur qui défendait sa classe. Dans ce petit pays de 2,5 millions d'habitants, il y a eu 60 000 à 70 000 prisonniers et torturés. En 1971, je suis resté onze mois en prison avec une cagoule et une séance de torture quasi quotidienne. Tout cela laisse de terribles séquelles physiques. Mais comme j'étais un militant ouvrier, les travailleurs sont descendus dans la rue pour exiger ma libération. J'ai tenté de me suicider. Alors, les militaires ont eu peur des conséquences possibles de ma mort. Je peux donc dire que ce sont les camarades de travail qui m'ont tiré de prison en 1972.

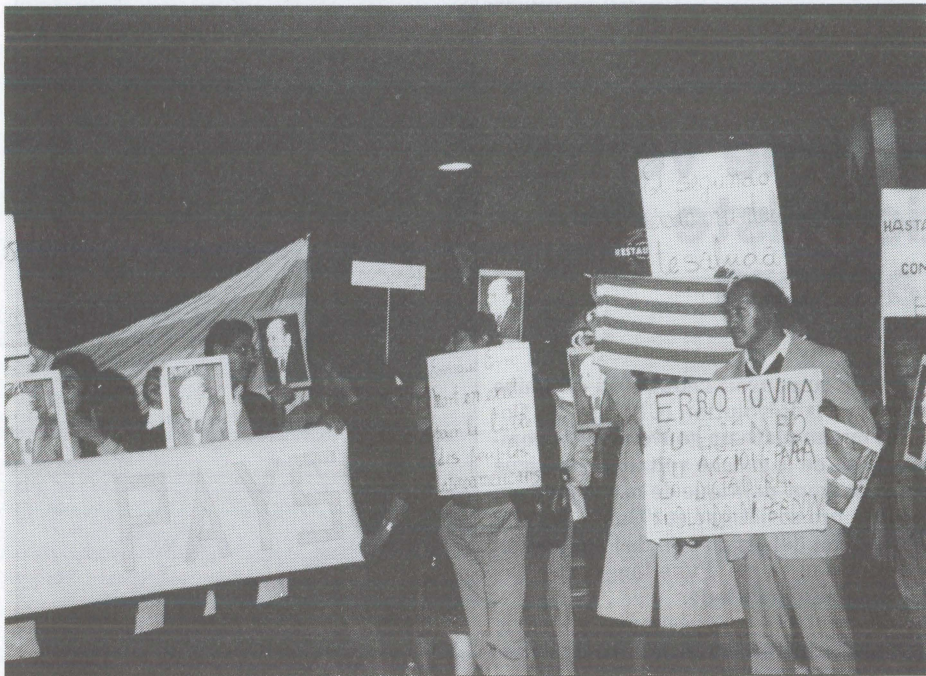
Je suis donc retourné au travail et j'ai pu vivre aussi sur le port l'expérience de la grève générale de quinze jours contre le coup d'Etat en juin 1973. On m'a aussitôt remis en prison. Une grève générale de ce type ne peut se terminer que par une insurrection ou une défaite. Or, l'insurrection n'avait pas été préparée ni dans la tête des gens ni matériellement, et une insurrection, ça ne s'improvise pas. On a donc été vaincus malgré ces 600 000 travailleurs en grève pendant quinze jours. Après avoir liquidé le mouvement armé, les militaires ont ainsi réglé son compte au mouvement syndical : emprisonnements, morts, tortures, exils, dix années de terrible agonie pour notre peuple. Et ce n'est pas encore fini avec la démocratie de pacotille qu'ils prétendent nous donner. Le sort des prisonniers et des proscrits n'est toujours pas réglé.

En 1973, après ma libération, les camarades m'ont aidé à partir pour l'Argentine. Là, nous avons continué à militer avec des organisations qui parlaient le même langage que nous. Mais ce qui s'était passé en Uruguay nous aidait déjà à comprendre certaines choses. La classe ouvrière argentine avait un des niveaux de vie les plus élevés du continent, elle restait dans sa grande majorité péroniste, et le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT) essayait alors de faire la révolution sans cette classe ouvrière là. Bien que nous ayons commencé à comprendre certaines des erreurs, nous sommes restés en Argentine jusqu'au dernier moment. C'était une question à la fois de solidarité et de survie.

— Mais depuis que tu es en France, as-tu réussi à t'orienter politiquement, à maîtriser toute cette histoire ?

— Ici, c'est difficile. La politique française est sophistiquée. Les bourgeois arrivent à tout relativiser et tout atténuer avec leur politesse, leur discours. La social-démocratie est terrible. Alors, mon problème est le suivant : comment faire la révolution et pour quel socialisme ? Comment critiquer les pays de l'Est sans tomber dans l'anticommunisme ? Comment être avec la classe ouvrière polonaise et dire que le régime de Jaruzelski est un régime de merde ? C'est le grand problème. Et c'est là que j'ai du respect pour les trotskystes. Comment faire une critique de gauche des régimes de l'Est sans s'aligner sur le premier dissident venu, qui dé-





Ruben Sassano lors de la mobilisation à l'occasion du rapatriement du corps d'un sénateur uruguayen mort en exil. (DR)

barque ici et commence à gagner du fric avec sa dissidence ?

L'autre problème, pour moi, c'est que la lutte des classes est moins visible, moins évidente ou moins directe en France que dans mon pays, avec toutes ces conquêtes sociales qui sont en même temps autant d'amortisseurs des conflits sociaux. Tu vois, c'est difficile pour un révolutionnaire qui vient de l'étranger de vaincre cette contradiction, de rester révolutionnaire dans un pays comme celui-là sans tomber dans l'anticommunisme et apporter de l'eau au moulin de l'ennemi. Ma réponse, c'est qu'il faut être dissident

avec la classe ouvrière soviétique ou polonaise, et non avec ceux qui, comme Soljénitsyne, gagnent des millions avec leur dissidence.

— Mais comment vois-tu dans cet ensemble la place de Cuba ?

— Cuba, c'est évidemment différent de l'URSS ou de la Tchécoslovaquie. En 1967, j'y ai vu la pauvreté. Les autres pays socialistes ne donnaient presque aucune aide, ou alors sous condition. Si le Che avait réussi cette année-là à ouvrir une brèche sur le continent latino-améri-

cain, cela aurait changé le cours des choses. Mais il a fallu attendre 1979 pour voir la victoire révolutionnaire au Nicaragua. On nous dit aujourd'hui que sans l'URSS, il n'y aurait plus de Cuba. Mais moi, le Cuba que j'aime, c'est celui de 1967, qui avait comme boussole la révolution sur le continent. L'URSS a distillé l'aide au compte-gouttes, formé les cadres de l'armée cubaine à Moscou, avec de longs séjours de deux ans à l'académie militaire soviétique. Fidel Castro a bien essayé de rompre le cercle et de se frayer un chemin. D'abord avec l'entreprise du Che. Plus tard, sous une autre forme, il a espéré quelque chose avec Salvador Allende au Chili. Ensuite, il a dû attendre des jours meilleurs. Mais, pendant ce temps, la bureaucratie plaçait ses pions. Mais je suis sûr que si une option révolutionnaire apparaît à nouveau, à partir de l'Amérique centrale ou d'ailleurs, les choses vont se remettre à bouger, y compris à Cuba.

C'est là une situation où les organisations qui se réclament du trotskysme ont une chance, à condition de surmonter leurs contradictions internes secondaires et de comprendre les priorités du moment. La révolution peut encore être frustrée sur notre continent par les effets du partage du monde en zones d'influence. C'est pour cela qu'il est important qu'il y ait des organisations trotskystes présentes, mais à condition qu'elles comprennent nos réalités nationales.

Il faut partir de la réalité concrète de notre continent. En Amérique latine, il n'y a pas seulement les Miskitos, mais aussi les Aztèques, les Mayas, les Guaranis... Il serait trop facile de croire qu'armés du marxisme nous sommes invulnérables. Ces idées nées en Europe, qui ont fait avancer l'humanité, doivent s'appliquer à une réalité différente qu'il faut prendre à bras le corps. Le meilleur marxiste révolutionnaire n'est pas le plus pur et dur, c'est l'homme politique qui fait réellement avancer la révolution en prenant en compte, par exemple, ce que représentent la samba, le carnaval et le football au Brésil, et en tenant compte du christianisme. On ne peut pas tirer les militants d'un bocal théorique aseptisé. Il y a un dogmatisme intellectuel qui empêche la gauche révolutionnaire indépendante et antibureaucratique d'occuper toute la place qu'elle a pourtant mérité par ses sacrifices. Les partis communistes pro-soviétiques et pro-chinois ont dégénéré. Pourquoi la bureaucratie n'a-t-elle pas réussi, en Pologne, à opposer à l'Eglise ses propres valeurs ? La gauche internationaliste a raison : face au capitalisme et à l'Eglise, les régimes bureaucratiques ne sont pas compétitifs si l'on n'arrive pas à créer l'homme nouveau.

Je te dis tout ça parce que, pendant mon passage au PC, j'ai crié un jour « Vive Staline ! », et l'autre jour « A bas... Staline ! », sans jamais comprendre. Or, la démocratie dans le socialisme commence par la démocratie dans le parti, sans quoi ce parti construira un jour un Etat non démocratique. ■

Propos recueillis par Daniel JEBRAC,  
Paris, 30 octobre 1984.

Une partie des 300 000 manifestants contre le régime militaire, à Montevideo, le 27 novembre. (DR)





## Au delà du radicalisme verbal de l'équipe nationaliste de Thomas Sankara

**L**E coup d'Etat militaire du 4 août 1983 a porté au pouvoir l'équipe du capitaine Thomas Sankara, institué un Conseil national de la Révolution (CNR) et des Comités de défense de la révolution (CDR), et mis en place un gouvernement comprenant des représentants des principales organisations de la gauche voltaïque, la Ligue patriotique pour le développement (LIPAD), sorte de front politique de masse du Parti africain de l'indépendance de Haute-Volta (PAI-HV) pro-soviétique et l'Union de lutte communiste (ULC), un petit groupe pro-albanais issu des débats au sein de l'émigration étudiante en Europe. Ces événements sont intervenus au terme d'une longue période de détérioration de la situation économique et d'instabilité politique.

Aux contradictions inhérentes au système de domination néo-colonial à l'œuvre depuis l'indépendance, en 1960, se sont ajoutées ces dernières années les conséquences économiques des retombées de la crise internationale, et notamment du choc pétrolier, dans un pays classé parmi les plus pauvres du monde et disposant de peu de ressources énergétiques et minières. Notons à cet égard que cette situation n'est pas une particularité voltaïque. Tout le continent africain, à des degrés divers, est touché. L'endettement y a décuplé, tout comme le déficit commercial ou les interventions du FMI, mais les conséquences de cette crise sont plus aiguës dans certains pays.

En Haute-Volta, rebaptisé en août 1984 du nom de Burkina (homme intègre), c'est l'incapacité de la classe dirigeante locale à s'entendre autour d'un projet commun et durable de gestion de l'appareil d'Etat néo-colonial qui alimenta un processus graduel de déstabilisation politique. Cela a conduit, après une longue période de mise sous tutelle militaire du régime, à une paralysie progressive de l'Etat. Signe de l'accélération de l'instabilité politique, trois coups d'Etat militaires se sont succédés, à partir de novembre 1980.

Les faiblesses des capacités d'organisation autonome d'un mouvement ouvrier et populaire, cartellisé en une série de petits appareils bureaucratiques, ont réduit ses possibilités d'intervention propre lors de toutes ces crises. Ajouté à la division même des forces armées, cela renforcera encore l'adoption de conceptions putschistes par certaines organisations de la gauche voltaïque. C'est ce processus combiné de radicalisation dans l'armée et d'affaiblissement de l'appareil d'Etat qui explique, dans un contexte global d'extrême faiblesse du mouvement ouvrier et populaire, la réussite de l'action putschiste entreprise en août 1983 par le courant nationaliste radical des jeunes officiers.

Vincent KERMEL

La situation qui a conduit à ce coup d'Etat plonge ses racines dans le sous-développement économique et les particularités de la formation sociale d'un pays dont le PIB annuel par habitant, de 210 dollars (environ 1700 francs) en 1982, est l'un des plus bas du monde. L'économie y est essentiellement agricole et commerciale. Outre les cultures vivrières qui ne suffisent pas à l'équilibre alimentaire de la population — 7 millions d'habitants et un déficit céréalier de 250 000 tonnes pour 1984 —, les cultures de rente (riz, coton, oléagineux, produits de contre-saison) sont destinées à alimenter le marché international. Leur exploitation est directement contrôlée par l'Etat et les sociétés étrangères, principalement françaises, comme la Compagnie française pour le développement des fibres textiles (CFDT).

### L'AMPLEUR DE LA DÉPENDANCE

Le coton représente à lui seul entre 40 % et 50 % des exportations enregistrées, l'élevage procure près du tiers des

recettes d'exportation, mais l'activité minière est négligeable, tandis que l'industrie manufacturière se limite à la transformation de produits agricoles (sucre, coton) et à la production de boissons et de quelques biens destinés au marché local, comme les bicyclettes. Comme dans tous les régimes néo-coloniaux, mais à un degré supérieur du fait de la pauvreté et de l'enclavement du pays, le développement d'une industrie locale est bloquée par la mainmise impérialiste, la faiblesse d'accumulation du capital local, son orientation prioritaire vers les investissements spéculatifs et commerciaux à rentabilité immédiate, et la faiblesse de la productivité du travail et de la demande solvable.

Cette situation générale induit donc des contours sociaux particuliers qui tranchent par rapport à certains autres pays d'Afrique noire, notamment ceux où les pôles industriels et miniers sont plus consistants. Et ceci n'a pas été sans conséquences sur l'histoire spécifique des luttes politiques et sociales dans ce pays. La société voltaïque peut être schématiquement décrite comme suit : une classe dominante d'origine surtout commerçante



et bureaucratique, une classe ouvrière extrêmement faible, un salariat limité à quelques dizaines de milliers de travailleurs et une masse urbaine paupérisée (73 % de la population urbaine active gagne sa vie dans le secteur informel), une paysannerie qui représente l'écrasante majorité de la population, avec même des populations semi-sédentaires au Nord, et une petite bourgeoisie porteuse d'un modèle idéologique et culturel francophone d'un poids politique et social particulièrement important dans la société. Les maux sociaux relatifs à cette situation de dépendance sont assez classiques, quoique d'une ampleur plus importante que dans beaucoup d'autres pays d'Afrique : chômage, pauvreté, exode rural... Ainsi, 2 millions de personnes ont émigré dans les pays limitrophes pour y trouver du travail dans l'agriculture et les services domestiques, et rapportent d'ailleurs chaque année 100 milliards de francs CFA (2 milliards de francs) ; 92,5 % de la population est analphabète et seulement 14 % des enfants en âge d'aller à l'école sont scolarisés ; 75 % de la population vit dans la « pauvreté absolue » et 50 % des enfants sont victimes de malnutrition suivant les catégories de l'ONU ; enfin, l'espérance de vie n'atteint pas les 40 ans.

Autre trait classique de la dépendance, le commerce extérieur est structurellement déficitaire, de l'ordre de 96 milliards de francs CFA en 1982 (1,9 milliard de francs). La France est le premier client et fournisseur du Burkina. Pour pouvoir maintenir à flot le marché voltaïque, elle insuffle régulièrement les crédits nécessaires pour assurer l'équilibre budgétaire de ce pays. Paris est donc aussi le principal pourvoyeur d'aide financière à Ouagadougou, et ce quels que soient les régimes en place. Cette aide a progressé au fur et à mesure que la crise financière s'aggravait. Elle a augmenté de 56 % entre 1981 et 1982, pour atteindre, en 1983, le chiffre de 460 millions de francs, soit 42 % du budget de l'Etat. La hausse de la facture pétrolière, ces dernières années (280 millions de francs en 1981), et le maintien de régimes corrompus ayant précipité



la dégradation des finances publiques au point d'amener la Banque nationale de développement au bord de la faillite, c'est le recours aux aides étrangères qui a permis de combler un déficit budgétaire de plus en plus important. Néanmoins, cela a considérablement accentué l'endettement d'un pays déjà entravé par son appartenance à la « zone franc » et à d'autres structures néo-coloniales régionales, comme la Communauté économique de l'Ouest africain (CEOA). Le montant total de la dette publique s'établissait à 30 % du PIB en 1982. Le service de la dette s'est alourdi, atteignant une somme de plus de 12 milliards de francs CFA (240 millions de francs) en 1984, soit plus de 20 % du budget.

Mais derrière les grands traits classiques de la dépendance financière s'en profilent d'autres plus subtils et plus insidieux. Ainsi, l'essentiel des ressources de l'Etat proviennent, en dehors des aides étrangères, des taxes douanières, et sont directement liées au flux des importations. Un intérêt commun unit donc les responsables de la gestion de l'appareil d'Etat néo-colonial, les importateurs privés locaux et les multinationales exportatrices. C'est cette communauté d'intérêts qui est à la base de l'ampleur de la corruption dans ce pays. Qui plus est, la structure interne de ces importations est particulièrement révélatrice : 35 % étaient constitués, entre 1979 et 1982, de biens d'équipement et de services (commandes militaires, moyens de transport, machines-outils, etc.), ce qui correspond bien plus aux nécessités d'exportation des trusts impérialistes qu'aux besoins propres de développement du Burkina.

## TUTELLE MILITAIRE ET SUCCESSION DE COUPS D'ETAT

Dans ce contexte, le multipartisme voltaïque est directement l'expression de la cartellisation des couches dominantes en groupes d'intérêt rivaux et de leur combat pour mettre la main sur l'appareil d'Etat. Ce système politique mis sous tutelle militaire dès 1966 fut synonyme de corruption et de prévarication, ainsi que de division du mouvement syndical, surtout limité aux travailleurs de l'Etat, en une multitude de petits appareils bureaucratiques dont le nombre ne signifie pas un poids réel dans la population. Même s'il permet l'expression légale ou semi-légale d'organisations politiques de gauche et de formations syndicales qui leur étaient liées, ce système représenta surtout un phénomène d'atomisation et de corruption des masses populaires. Etant donné la faiblesse de l'intervention autonome des masses laborieuses sur le terrain politique lors des différentes crises du régime, et compte tenu de la division des couches dominantes, l'armée s'est à chaque fois rapidement chargée des tâches de restauration de l'autorité étatique. Elle disposait d'un mandat de l'impérialisme pour le faire. N'est-ce pas Jean-Pierre Cot, encore membre du gouvernement Mitterrand, qui présentait ce genre de régime comme l'expression

d'une « démocratie à visage militaire » ?

Toutes ces interventions militaires successives se sont effectuées suivant un scénario assez semblable. Prenant appui sur le mécontentement des populations vis-à-vis du précédent gouvernement ou sur des actions de protestation des syndicats, une nouvelle fraction militaire se hissait au pouvoir et promettait la fin de la corruption, le jugement des actes délictueux commis par l'ancien régime et le rétablissement des libertés démocratiques, en échange d'un soutien des appareils syndicaux et des masses populaires. Mais, très rapidement, c'était l'autoritarisme classique des gouvernements militaires qui prenait le dessus. Ces interventions militaires ne sont donc pas parvenues à obtenir leur objectif, c'est-à-dire à restaurer sur le long terme l'autorité de l'Etat. Celle-ci était d'ailleurs mise en cause beaucoup plus par les clivages des couches dominantes et leur propension à la corruption que par le radicalisme des réactions populaires. Pourtant, effectués en symbiose avec telles ou telles fractions politiques civiles, ces coups d'Etat ont provoqué l'aiguïsement des divisions au sein de l'institution militaire.

Depuis l'arrivée au pouvoir du général Sangoulé Lamizana en 1966, toutes les combinaisons politiciennes ont été utilisées pour tenter de résoudre la crise de direction néo-coloniale. Séparément ou en coalition, l'ensemble des partis politiques de droite sont passés au gouvernement, entraînant à chaque fois dans leur sillage les fractions de la population qu'ils contrôlaient et les organisations syndicales qui leur étaient liés.

Corruption, gabegie et autoritarisme de ces gouvernements, détournements de fonds et enrichissement des hauts-gradés de l'armée vont susciter l'émergence d'une opposition populaire et alimenter les aspirations à la justice sociale. Cette situation accentuera également la radicalisation d'une nouvelle génération d'officiers nationalistes formés après l'indépendance.

La crise de légitimité de l'Etat allant en s'amplifiant, trois coups d'Etat auront lieu à partir de novembre 1980. Le 25 novembre 1980, après une longue grève du Syndicat national des enseignants africains de Haute-Volta (SNEAHV), le putsch du colonel Saye Zerbo mit fin au régime de la IIIe République du général Lamizana. Ce coup d'Etat, qui modifia la composition des fractions bourgeoises et petites-bourgeoises représentées au pouvoir, recueillera l'assentiment enthousiaste de l'archevêque de la capitale, qui le présentait comme « un coup d'Etat béni de Dieu », et des syndicats enseignants SUVESS et SNEAHV, qui l'analysèrent comme « une action opportune et ponctuellement salvatrice à leur endroit » (1). Le Comité militaire de redressement pour le progrès national (CMRPN) alors mis en place agitera durant un temps quelques thèmes anti-corruption, attribuant pendant quelques mois le poste de secrétaire d'Etat à l'Information au capitaine Sankara, ce jeune officier nationaliste qui s'était distingué lors des affrontements fronta-

liers avec le Mali en 1975. Le CMRPN réussira même à intégrer momentanément le mouvement syndical, y compris la Confédération syndicale voltaïque (CSV) de Soumane Touré, liée à la Lipad, dans des commissions destinées à faire « la lumière sur la gestion de la chose publique » (2). La répression de la grève étudiante, en mai 1981, puis l'interdiction de la CSV, marqueront le durcissement du régime et mettront un terme à la neutralité positive dont il avait bénéficié de la part de certaines forces de gauche. Ces dernières, comme le PAI-HV ou la CSV, étaient plus soucieuses de dénoncer et d'exclure les secteurs radicaux du mouvement syndical, ou de marginaliser les luttes qu'elles ne contrôlaient pas, plutôt que d'œuvrer à l'organisation des masses laborieuses et à la défense de leurs revendications.

Le scénario du coup d'Etat militaire se reproduisit donc le 7 novembre 1982, avec l'instauration du Conseil de salut du peuple (CSP), qui désignera Thomas Sankara comme Premier ministre en janvier 1983. Représentant une combinaison de diverses forces sociales et politiques opposées au précédent régime, ce putsch installa une coalition gouvernementale hétéroclite. Une grave crise interne éclata au printemps 1983 entre Sankara et l'aile droitiste du CSP soutenue par le chef de l'Etat, le médecin-commandant Jean-Baptiste Ouedraogo. Sankara et des jeunes officiers sont arrêtés, ainsi que des dirigeants de la Lipad, organisation que le chef de l'Etat accusa d'être « un groupuscule minoritaire ayant voulu s'emparer du pouvoir en manipulant le capitaine Sankara » (3). Ce coup de force interne semble bien avoir été « sponsorisé » par le conseiller de Mitterrand aux Affaires africaines, Guy Penne, qui se trouvait sur place lors de ces événements. Pourtant, ce second gouvernement du CSP installé en juin 1983 fera long feu. La mobilisation des organisations de gauche pour la libération des détenus créera un climat propice à l'action du capitaine Blaise Compaoré, chef du centre national d'entraînement commando (CNEC) de Pô, et au putsch du 4 août 1984 de Thomas Sankara. Le succès de l'entreprise résidera toutefois surtout dans la faiblesse du précédent gouvernement et dans le degré de division que connaissait alors l'armée.

## LE PUTSCH DU 4 AOÛT 1983

A la veille du 4 août 1983, il existait bien une situation de paralysie de l'Etat, voire même de virtuelle vacance du pouvoir. Le gouvernement du CSP était impuissant à imposer son pouvoir, même dans les rangs de l'armée. Mais il ne s'agissait pas pour autant d'une situation de type pré-révolutionnaire, car les masses ne connurent pas, durant cette période, un développement significatif de leur capacité de mobilisation et d'auto-organisation.

1. *Le mois en Afrique*, Paris, octobre-novembre 1983.

2. Idem.

3. *Afrique-Asie*, Paris, 12 septembre 1983.



Ce ne fut en rien comparable à ce qui se passa, par exemple, en Angola et en Ethiopie, au milieu des années 1970, avec respectivement la constitution des comités de pouvoir populaire dans le premier de ces pays, et des comités de « kebeles » (quartiers) dans le second. Ces structures élémentaires d'organisation des masses étaient apparues, dans un premier temps, en dehors des forces dominant le pouvoir d'Etat avant d'être brisées puis récupérées par elles. Ces formes nouvelles d'organisation, bien qu'assez élémentaires, exprimaient les potentialités de l'action propre des forces prolétariennes et populaires urbaines dans une crise sociale d'ampleur. Au Burkina nous n'avons même pas vu se dérouler des expériences similaires à celles qui ont eu lieu au Ghana à la suite du second coup d'Etat du capitaine Jerry Rawlings en 1982. Le mûrissement des protestations populaires dans une société plus complexe et différenciée y avait donné lieu à des mobilisations populaires anti-impérialistes, à la formation de comités d'usine et à des mouvements de remise en cause, par la base, des anciennes directions syndicales bureaucratisées. Rien de tout cela ne se déroula au Burkina. Et ce ne sont certes pas les CDR, simples structures d'encadrement des masses liées au pouvoir d'Etat qui peuvent aujourd'hui prétendre jouer ce rôle de palier supérieur de l'auto-organisation des masses populaires.

Cela renvoie certes à la structure sociale spécifique d'un pays où les forces prolétariennes sont extrêmement minoritaires dans la société. Mais cela relève surtout de la faiblesse de traditions d'organisation et d'action ouvrières et populaires indépendantes face à des régimes autoritaires mais vacillants. A la traîne des différents partis politiques réactionnaires, petits-bourgeois nationalistes ou néo-staliniens, et des multiples organisations syndicales satellisées par ces courants politiques, les masses populaires sont restées atomisées, livrées à la corruption, au bureaucratisme des bonzes syndicaux, et le plus souvent ont été amenées à lier leur sort aux différentes initiatives putschistes des secteurs militaires. Avant tout soucieuses du maintien de leur pouvoir bureaucratique sur l'infime fraction des masses qu'elles organisent, les directions traditionnelles des masses laborieuses se sont bien gardées d'œuvrer à l'unité du mouvement syndical, se consacrant surtout à en évincer les courants les plus radicaux et à se compromettre avec les différents régimes militaires pour conserver le contrôle de leur appareil syndical.

Le poids de l'armée dans la vie politique renvoie donc aussi à la faillite ou à l'impuissance des partis politiques se réclamant des masses populaires et du renversement du système néo-colonial. La grande majorité des tendances politiques locales ont toujours essayé d'instrumentaliser les divisions internes de l'armée à leur profit. Et l'on trouve, y compris dans la stratégie de certaines forces de la gauche voltaïque, une nette propension à la délégation de pouvoir aux secteurs des militaires « démocrates » dans le cadre d'une conception étagée du renversement du



Visite du président ghanéen Jerry Rawlings au Burkina. (DR)

néo-colonialisme et d'une politique d'alliances qui subordonne l'action indépendante des masses populaires à l'activité des secteurs putschistes de l'armée. Ainsi, le PAI-HV a analysé le coup d'Etat de novembre 1980 comme « un pas vers la révolution », et celui du 7 novembre 1982 comme devant être « pour le peuple, le symbole de l'avancée décisive voltaïque dans la révolution » (4). De son côté, défigurant totalement la signification d'une véritable insurrection populaire, l'ULC amalgame à un vulgaire coup d'Etat militaire « toute méthode de prise de pouvoir qui se situe en dehors des règles du jeu établies et consignées dans la Constitution d'un pays » (5).

Le putsch du 4 août 1983 ne peut donc être analysé comme le résultat d'une authentique mobilisation pour le renversement révolutionnaire du régime précédent. C'est la dégradation du pouvoir de l'équipe du CSP qui facilita l'intervention d'un secteur radical des forces armées bénéficiant de l'appui de forces de la gauche voltaïque et soulevant un espoir populaire de changement. Mais cette modification de la situation politique n'était pas due à l'intervention des masses populaires organisées. L'action des militaires putschistes n'a pas seulement bénéficié du soutien des forces de la gauche. Il est allé à la rencontre de préoccupations de secteurs politiques et sociaux fort différenciés et des aspirations de la jeunesse majoritairement désœuvrée.

Tous les exclus du pouvoir précédent se sont en quelque sorte retrouvés derrière Sankara. D'abord la fraction de la petite bourgeoisie technocratique que la corruption tenait éloignée des responsabilités dans l'appareil d'Etat et pour laquelle l'éviction des précédents gestionnaires ouvrait des possibilités nouvelles d'avancement. Ensuite, un milieu affairiste inquiet depuis quelques années de l'instabilité du régime et désireux de voir reconstitué un pouvoir d'Etat puissant pour lui permettre de reprendre des acti-

vités lucratives dont le rythme avait chuté au cours de la dernière période, la baisse des activités économiques ayant entraîné une chute de 50 % des importations entre septembre 1982 et septembre 1983. Analysant les réactions de ces milieux d'affaires, une revue patronale française spécialisée sur l'Afrique noire, concluait que « les hommes d'affaires se félicitent de certaines des récentes déclarations (de Thomas Sankara) dans lesquelles il affirmait vouloir engager le pays sur la voie du progrès. Ils craignent cependant que la nouvelle révolution en cours et la terminologie qui s'y rattache ne suscitent craintes et suspicion chez certains, mais s'accordent à reconnaître que le capitaine Sankara s'est attaché, dès sa prise de pouvoir, à apaiser les inquiétudes » (6).

Et c'est jusqu'au cardinal Paul Zoungrana, archevêque de Ouagadougou, qui se déclarait, le 20 septembre 1983, satisfait des objectifs du CNR et de l'action du 4 août, qui lui apparaissait comme « une conversion intérieure de mentalité, d'attitude, de comportement, pour qu'entre Voltaïques nous soyons vraiment frères d'égalité à égalité » (7).

Seule des formations de gauche à ne pas adopter une telle attitude, le Parti communiste révolutionnaire voltaïque (PCRV), un petit groupe pro-albanais issu de la même matrice que l'ULC, a dénoncé « les illusions putschistes véhiculées par les réactionnaires, les réformistes et les révisionnistes », en affirmant : « Pour notre parti, contrairement à ce que les tenants du pouvoir actuel déclarent, les événements du 4 août n'ont rien à voir avec la Révolution. C'est un putsch militaire bien en règle qui a eu lieu ce jour et qui a

4. Bug Parga, organe du PCRV, numéros 16 et 17 des mois de mars et mai 1983.

5. Le Prolétaire, organe de l'ULC, mars 1984.

6. Marchés tropicaux et méditerranéens, Paris, 26 août 1983.

7. Idem, 30 septembre 1983.



*appelé les révisionnistes au pouvoir, toutes tendances confondues.* » Il semble que les cinq syndicats qui se sont prononcés en avril dernier pour la création « d'une centrale syndicale révolutionnaire de lutte de classe » menant une lutte « dorénavant de manière ferme et unie contre la liquidation des libertés démocratiques » se situent dans sa mouvance (8).

La Lipad et l'ULC, qui participent au gouvernement avec les militaires nationalistes, développent des orientations qui, malgré leurs différences, s'inscrivent globalement dans les limites mêmes du projet nationaliste petit-bourgeois des jeunes officiers. C'est d'ailleurs sur la base de cette connivence que ces courants ont été appelés au gouvernement. La Lipad, qui se définit comme « une organisation de masse ouverte à tous ceux qui acceptent et pratiquent sa ligne anti-impérialiste », prône la réalisation d'une « révolution populaire de libération nationale pour l'établissement du pouvoir démocratique et populaire, seul capable de soustraire le peuple de la misère » (9). Mais ces formulations peuvent dissimuler une bonne dose d'opportunisme face aux contraintes mêmes de la domination impérialiste, et d'autoritarisme dans les rapports aux masses. Ainsi, la Lipad, tout comme l'ULC d'ailleurs, a pleinement assumé la mesure gouvernementale de licenciement de plus d'un millier d'instituteurs pour fait de grève au printemps 1984.

C'est plus nettement encore que l'ULC définit la nature du processus en cours, en écrivant : « Dans le discours d'orientation politique du CNR, les buts politiques de l'insurrection ont été affirmés clairement. La révolution se veut démocratique et populaire. C'est une révolution bourgeoise qui n'a pas l'intention d'outrepasser les limites des transformations dans le cadre des rapports sociaux et économiques bourgeois. (10) » La question que l'on est alors en droit de se poser est celle de savoir de quelle sorte de changement démocratique et national peut être porteur un processus qui se fixe d'emblée comme borne le respect des rapports de propriété capitalistes ? Comment peut-on imaginer un changement radical de société sans toucher, et ce quel qu'en soit le rythme, à la propriété privée, principalement étrangère, des moyens de production ? Comment réorienter l'économie en fonction de l'intérêt et des besoins des masses populaires sans cela ? C'est exactement sur ces questions que se situent les limites et les contradictions du programme nationaliste et populiste de l'équipe de Sankara et du processus qu'elle a impulsé.

## LES LIMITES DU PROJET NATIONALISTE

Certes, ce courant dispose d'un programme qui, dans le contexte de la situation voltaïque, n'est pas totalement assimilable aux orientations des cliques militaires du genre de celles qui gouvernent au Bénin ou au Congo-Brazzaville. Indéniablement, l'équipe de Sankara, formée sur la base d'une réflexion sur le bilan de

certaines expériences néo-coloniales, représente une nouvelle forme, plus radicale, de nationalisme populiste. Mais cela reste dans les limites d'une conception traditionnelle de la petite bourgeoisie nationaliste africaine. C'est la raison pour laquelle le projet politique nationaliste de Sankara se propose d'unifier, autour des thèmes de la lutte contre la corruption, pour la dignité nationale et pour la restructuration d'un appareil d'Etat rationnel et efficace, des couches sociales diverses ayant des intérêts contradictoires.

L'on comprend mieux de ce point de vue l'aspect « renaissance nationale » du projet de Sankara et des jeunes officiers voltaïques, dont les conceptions s'élèvent contre les privilèges des hauts-gradés et affirment que les militaires progressistes devraient savoir « se suicider en tant que couche privilégiée pour pouvoir défendre non plus nos intérêts mesquins, mais ceux de la grande majorité du peuple » (11). Ce projet de rénovation, qui touche à l'Etat et à ses institutions, y compris l'armée, ne signifie pas pour autant une analyse précise de l'ampleur de la domination impérialiste et des moyens à mettre en œuvre pour s'en émanciper. Ainsi, Sankara reproche-t-il aux dirigeants antérieurs de ne « pas avoir fait jouer à la "bourgeoisie" voltaïque son rôle historique progressiste après l'indépendance ». Le thème de la justice sociale, leitmotiv du nouveau régime, fustige la corruption des anciens dirigeants sans proposer d'orientations claires pour rompre avec la domination néo-coloniale qui se trouve à l'origine de cette situation.

L'aspiration à la justice sociale représente un puissant sentiment égalitariste dans les masses populaires. Elle constitue donc une motivation importante de leur mise en action et correspond en fait à un niveau élémentaire, populaire pourrait-on dire, de la prise de conscience des inégalités sociales dans des sociétés où les contours précis des classes sociales restent encore assez mal définis aux yeux des populations, ou du moins sont obscurcis par une série d'autres phénomènes (appartenance religieuse, ethnique, régionale, de caste, corruption généralisée). Mais cette seule aspiration à la justice sociale ne peut tenir lieu de stratégie d'émancipation du néo-colonialisme et de la domination impérialiste. C'est pourtant cette conception du travail honnête qui conduit Sankara à déclarer « qu'à l'heure actuelle, le problème — si problème il y a — de la propriété privée ne se pose pas en termes de lutte des classes, mais essentiellement d'un point de vue moral qui débouche sur l'efficacité économique. (...) La lutte contre l'acquisition malhonnête de la propriété individuelle est une forme de justice sociale dont bénéficient de larges masses populaires, toutes composantes du processus révolutionnaire actuel » (12). Et c'est autour du programme technocratique et moderniste du nouveau gouvernement qu'une jonction peut s'opérer avec les intérêts de certaines fractions de la classe dominante locale et de l'impérialisme. D'ailleurs, après un petit froid avec Paris, la France a débloqué

une aide budgétaire de 70 millions de francs fin 1983, et Guy Penne précisait au printemps 1984 les intentions impérialistes françaises, en déclarant : « Nous suivons avec beaucoup d'intérêt les efforts positifs que poursuivent le chef de l'Etat voltaïque et son gouvernement pour assurer à leur pays un véritable développement économique et social dans l'intérêt du bien-être du grand peuple de Haute-Volta. Le gouvernement français, quant à lui, ne manquera pas de poursuivre dans la voie d'une coopération sans cesse plus importante et constructive avec le nouveau régime voltaïque. (13) »

Or, pour définir efficacement les tâches d'une révolution véritablement démocratique et nationale, il faut partir de la réalité de l'ampleur de la domination néo-coloniale. La dépendance vis-à-vis de l'impérialisme, la pauvreté ambiante et l'arriération économique sont les données de base qui déterminent l'ampleur des réalisations à effectuer pour sortir du sous-développement. Tout régime qui se revendique d'une perspective de changement radical doit définir le contenu de ces tâches. A défaut de quoi il ne dépassera pas la mise en place d'un régime dont les velléités démocratiques et nationalistes s'émousseront rapidement. Or, on voit mal comment un tel changement pourrait être conduit par un gouvernement qui, comme celui du Burkina, fait l'impasse sur l'exploitation capitaliste et se refuse à engager une dynamique de mobilisations conduisant à la remise en cause de la mainmise impérialiste.

Il est vrai que le gouvernement du Burkina a adopté des mesures qui, si elles étaient radicalement appliquées, représenteraient tout de même un modeste acquis pour les masses populaires. C'est notamment le cas de la limitation officielle du prix de certains produits de première nécessité et de médicaments, de la réduction des frais de scolarité dans les établissements privés, de la nationalisation de la médecine du travail, de la baisse des loyers... Mais encore faut-il remarquer que les moyens pour imposer réellement sur toute l'étendue du pays de telles mesures n'existent pas aujourd'hui. Comment donc éviter, par exemple, que les commerçants contournent les dispositions officielles taxant à 90 francs CFA (1,80 francs) le prix du kilo de mil, en le détaillant en plus petites quantités pour le vendre à 60 francs CFA (1,20 francs) la livre ?

Il est aussi difficile d'appréhender déjà toutes les conséquences, pour les sociétés impérialistes d'exploitation minière et les compagnies agricoles étrangères, de la récente décision gouvernementale du passage du sol et du sous-sol « à la propriété exclusive de l'Etat révolutionnaire ». Peut-être même n'y en aura-t-il aucune. Toutefois, cette ordonnance qui

8. Libération Afrique, Paris, numéro spécial Haute-Volta, juillet, août, septembre 1984.

9. Le Patriote, organe de la Lipad, numéro 10, février 1979.

10. Le Proletaire, mars 1984.

11. Afrique-Asie, 13 août 1984.

12. Idem, 24 octobre 1983.

13. Idem, 23 avril 1984.



met fin « au système agraire et foncier autrefois régi par le système coutumier et le régime réglementaire » (14) pourrait très bien s'assimiler à la situation qui prévaut dans beaucoup d'autres pays africains, avec les lois dites du domaine national, destinées à imposer aux paysans le contrôle de l'Etat sur la production agricole et de grands projets de cultures industrielles. Beaucoup d'Etats africains ont en effet, et quelle que soit leur coloration politique, nationalisé l'essentiel de la terre sans que cela ne change en rien les rapports réels de propriété et les processus de spéculation. Le discriminant en la matière réside plus dans l'attitude du régime par rapport à la question paysanne que dans le texte précis de la loi sur la terre. Par ailleurs, le budget de 1984, bouclé avec un déficit qui devrait être comblé par des aides internationales en provenance de la France ou du FMI, développe une politique d'austérité qui touche surtout certaines couches de la population urbaine, sans pour autant définir des axes précis de prise de contrôle sur l'économie du pays.

### LA VÉRITABLE NATURE DES CDR

Le CNR a aussi entrepris une réorganisation de l'appareil d'Etat rendue nécessaire à la fois par son délabrement antérieur et pour assurer les assises du nouveau pouvoir. Des dizaines de cadres de l'armée ont été « dégaqués » de leur fonction, des centaines de fonctionnaires, accusés de corruption, ont subi le même sort. Des dizaines d'anciens dignitaires, militaires ou civils des régimes précédents, ont été jugés par des tribunaux populaires de la révolution (TPR). 2,8 milliards de francs CFA (56 millions de francs) sont ainsi rentrés dans les caisses de l'Etat au titre de condamnations pécuniaires. Sur les 126 personnes jugées, 94 ont été condamnées à des peines d'emprisonnement ou pécuniaires, et 30 ont été relaxées. Mais ces mesures, aussi salubres soient-elles dans l'immédiat, ne traitent nullement le problème des mécanismes fondamenteaux à l'origine de la corruption successive des équipes au pouvoir. Pour le faire, il faudrait transformer radicalement, révolutionner en quelque sorte, non seulement la composition, mais le rôle et le fonctionnement mêmes de l'appareil d'Etat.

Dans le programme du CNR rendu public le 2 octobre 1983, on peut lire que le peuple aura pour tâche primordiale « de reconverter toute la machine d'Etat, avec ses lois, son administration, ses tribunaux, sa police, son armée ». Dès le 4 août 1983, Sankara avait annoncé à cet effet la mise en place de « comités de défense de la révolution, pour participer à la grande lutte patriotique du Conseil national de la révolution et pour empêcher les ennemis intérieurs et extérieurs de nuire à notre peuple » (15).

Les CDR, organisés dans les quartiers, les usines et les garnisons, sont effectivement une pièce maîtresse dans le projet du nouveau gouvernement de mise au travail de la population et de son encadrement. Celui-ci ne pouvait en fait s'ap-



Paysannes du Burkina se rendant au marché. (DR)

puyer sur aucun autre instrument pour le faire, ni sur les partis et les syndicats de droite trop compromis avec les anciens régimes, ni sur les partis et syndicats de gauche trop faiblement implantés ou ayant leurs propres visées hégémonistes sur l'appareil d'Etat, ni sur les organes traditionnels d'un Etat en perte de crédibilité. Les CDR sont clairement définis comme les instances de base du CNR, qui est « le pouvoir de conception, de direction et de contrôle de la vie nationale dans les domaines politique, économique et social » (16). Le capitaine Pierre Ouedraogo, qui en assure la centralisation et la présidence pour le CNR, définit les CDR comme « une organisation de masse dans laquelle le peuple peut se retrouver pour appliquer ces mots d'ordre, pour apporter son soutien à la révolution, et pour participer activement à la construction même du pays en tant que telle » (17). Et gare à ceux qui ne s'inscrivent pas dans cette perspective imposée d'en haut. Car l'autoritarisme du régime, qui a par exemple amené le ministère de l'Equipement à raser certains quartiers de Ouagadougou construits et habités par des squatters, dans le cadre d'un projet officiel de lotissements, est présent aussi bien au niveau du gouvernement que dans les CDR, dans lesquels, de l'avis même des dirigeants du CNR, s'infiltrèrent des arrivistes de tout poil. Certains CDR se sont déjà vus dissoudre, car le régime tient, quand même à contrôler leur évolution.

Confinés à des tâches d'encadrement économique, d'administration de certaines villes, et de collecte des impôts, les CDR constituent des relais du pouvoir et des réseaux potentiels d'enrichissement et de pouvoir. En ce sens, on ne peut nullement les considérer comme des formes supérieures d'organisation des masses populaires. La corruption en vigueur dans l'en-

semble de la société et leur fonction de rouages de l'appareil d'Etat en font au contraire dès aujourd'hui des instruments d'encadrement, et peut-être demain d'intimidation des populations.

### LA MARCHE A L'AUTORITARISME ET LA RUPTURE AVEC LA LIPAD

L'évolution autoritariste du régime et la course à l'hégémonie sur les CDR ont marqué le contexte d'une première crise intervenue l'été dernier et qui s'est soldée par l'éviction de la Lipad d'un nouveau gouvernement formé au mois de septembre 1984.

Dès le début 1984, les CDR se sont révélés dans une fonction de contrôle des masses. En mars 1984, ils réclamaient une attitude gouvernementale plus ferme à l'égard du mouvement syndical, et une « sanction révolutionnaire » à l'égard du SNEAHV. Ce syndicat, anciennement membre de la CSV et semble-t-il contrôlé par le Front progressiste voltaïque (FPV) de Joseph Ki-Zerbo, une formation en relation avec l'Internationale socialiste et ayant eu partie liée au gouvernement militaire du CMPRN, se situe en opposition au régime actuel. Il organisa une grève générale de 48 heures pour réclamer la libération de certains de ses dirigeants incarcérés. Le CNR y répondit d'une manière aussi radicale qu'autoritaire en licenciant tous les grévistes, plus de mille quatre cents instituteurs dénoncés comme « contre-révolutionnaires » et accusés de « complot contre la révolution ». N'est-ce pas effrayant de voir un régime, auquel participent

14. *Marchés tropicaux et méditerranéens*, 24 août 1984.

15. Idem, 7 octobre 1983.

16. Idem.

17. *Libération Afrique*, juillet-septembre 1984.



des forces parmi les plus à gauche de la société voltaïque, s'en prendre ainsi aux travailleurs ? Alors qu'en regard même de la plus élémentaire volonté d'avancer dans l'éradication de l'analphabétisme, tâche démocratique fondamentale dans ce pays, c'est à la multiplication du nombre de ces instituteurs que le régime aurait dû s'employer ? Cet événement marque le début d'un affrontement, entre le pouvoir et les CDR d'un côté et le mouvement syndical de l'autre.

Le caractère bureaucratique des directions du mouvement syndical, voire leurs liens avec certains partis bourgeois, ne fait pas de doute. Ce sont des données qui reflètent aussi d'une certaine manière l'arriération du niveau de conscience et d'organisation indépendante des masses travailleuses. Faire progresser l'auto-organisation des masses ne revient certainement pas à leur nier en bloc le droit syndical, le droit de grève et le droit au travail. En fait, sous le prétexte d'une critique de gauche de la direction du SNEAHV, le CNR et les CDR s'en prenaient directement aux droits démocratiques les plus élémentaires des travailleurs. Les CDR apparaissaient dans ce cadre comme des structures de contournement du mouvement ouvrier et populaire, voire même comme des chevaux de bataille contre lui. Car cette répression allait évidemment de pair avec la politique d'austérité du nouveau régime, qui supprima certaines indemnités aux fonctionnaires, et avec ses conceptions politiques générales.

Une seconde crise interviendra quelques mois plus tard, directement au sein de la coalition gouvernementale cette fois-ci, et se conclura momentanément par la mise à l'écart des ministres de la Lipad et l'arrestation de certains d'entre eux. A la suite d'un conflit avec un ministre de la Lipad, en mai 1984, Sankara affirma, au mois d'août, son intention de « *consolider le pouvoir révolutionnaire en clarifiant la ligne politique de la révolution démocratique et populaire* » (18). Sous ce vocable radical se dissimule en fait un affrontement entre deux fractions bureaucratiques du gouvernement ayant des trajectoires, des histoires et des liens au mouvement de masse fort différents, les officiers radicaux d'un côté, soutenus par l'ULC au nom de son anti-révisionnisme, et la Lipad, le PAI-HV néo-stalinien et la CSV de l'autre. Ce conflit combine une lutte pour le contrôle bureaucratique des CDR avec, probablement, des divergences plus générales sur le processus en cours et peut-être même sur la nature des relations diplomatiques à entretenir avec l'URSS. La CSV voyait d'un mauvais œil l'implantation des CDR dans les entreprises. Elle tenta même d'impulser des projets concurrentiels « *de tentatives de prise d'assaut et d'installation de "pouvoir populaire" à la mairie, aux PTT et à la Voltélec (société d'électricité)* » (19). Aussi l'affrontement était inéluctable. Thomas Sankara le reconnaît maintenant en déclarant : « *C'est un combat que nous différons et qu'il fallait, à un moment où à un autre, prendre à bras le corps.* » (20) Il s'agissait en effet, pour les officiers na-

tionalistes, de se débarrasser du noyau le plus pro-soviétique de la Lipad et d'éviter toute surenchère populiste dans les CDR et parmi la classe travailleuse, pour conserver l'hégémonie sur le processus en cours. Par là même, cette nouvelle situation ouvre de meilleures perspectives de relation avec l'impérialisme français, comme l'écrivait le *Monde*, qui affirme que « *du côté français, l'éviction des ministres de la Lipad, dont la plupart étaient suspects de francophobie, a été accueillie avec une grande satisfaction* » (21).

Et là encore, ce sont les CDR, et en premier lieu celui de la garnison de Ouagadougou, qui furent les fers de lance du coup de force des nationalistes et dénoncèrent l'hégémonisme et le putschisme de la Lipad, qualifiée pour l'occasion « *d'anarchiste contre-révolutionnaire et réactionnaire* ». Le 19 août 1984, le gouvernement est dissous et sera reconstitué quelques semaines plus tard sans ministres de la Lipad. Ces derniers seront mutés comme chefs de chantier, puis certains d'entre eux seront emprisonnés et gardés comme otages par le régime. Les formes dans lesquelles s'est tranché ce conflit entre le courant néo-stalinien et le groupe des officiers nationalistes, à

l'avantage de ces derniers, illustre bien les méthodes de gouvernement autoritaire d'un type de régime qui a déjà donné toute la mesure de son radicalisme. Les limites du programme des officiers nationalistes et populistes se concrétisent dans leur incapacité à se fonder sur la mobilisation de la population miséreuse et tout principalement de ses fractions laborieuses et salariées. Et, aujourd'hui, parmi ces couches, le désenchantement est très important. Car, malgré la faiblesse numérique des forces travailleuses, l'histoire récente a montré, en de multiples occasions, que la dynamique de la mobilisation indépendante des masses laborieuses était fondamentalement contradictoire avec tous les projets rénovateurs du néo-colonialisme, aussi radicaux qu'ils apparaissent à première vue. ■

Vincent KERMEL,  
8 novembre 1984.

18. *Marchés tropicaux et méditerranéens*, 24 août 1984.

19. *Afrique-Asie*, 26 décembre 1983.

20. *Le Monde*, Paris, 8 novembre 1984.

21. *Idem*.

## NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

### GRANDE-BRETAGNE

#### Succès du débat avec les mineurs organisé par "Socialist Action"

Le 20 octobre dernier s'est tenu à Bold, dans le Lancashire, région minière du nord-ouest de l'Angleterre, un rassemblement international de solidarité avec la grève des mineurs britanniques, organisé par l'hebdomadaire marxiste révolutionnaire *Socialist Action*. Parmi les 300 participants, il faut signaler la présence de 90 mineurs venus de tous les principaux bassins houillers du pays, de 30 militantes des groupes de femmes de mineurs, et des délégations venues du Danemark, des Pays-Bas, de Belgique, d'Irlande, de France et des Etats-Unis. Ce rassemblement a eu lieu dans les locaux de la section locale du Syndicat national des mineurs (NUM). En expliquant pourquoi la section syndicale avait mis ses locaux à la disposition des camarades de *Socialist Action*, Colin Lenton, un de ses responsables, a déclaré : « *Nous pensons que c'est le moins que nous puissions faire. Sans Socialist Action et ses organisations sœurs en France, en Belgique, aux Pays-Bas et dans d'autres pays, nous n'aurions pas pu surmonter les épreuves de la grève comme nous l'avons fait.* »

La réunion a commencé par un débat

sur le mouvement des femmes des mineurs, introduit au nom du comité de rédaction de *Socialist Action* par Valérie Coultas, qui en a souligné l'importance en le liant à la lutte des femmes de la paix de Greenham Common. Ce sont là en effet les deux éléments moteurs d'un nouveau mouvement des femmes. Ensuite, une série de militantes des comités des femmes sont intervenues pour expliquer le rôle politique joué actuellement par ces comités, à la différence des grèves de 1972 et 1974, où ils s'étaient limités à des tâches de collecte de vivres, et elles ont insisté sur la dimension nationale prise par leur mouvement. L'intervention d'une représentante des femmes de Greenham Common fut très applaudie.

La deuxième séance fut consacrée à une discussion sur les perspectives de la grève et les conditions de sa victoire. Le rapport d'introduction de Pat Hickey, rédacteur de *Socialist Action*, était centré sur l'offensive que préparait le gouvernement Thatcher contre la grève, s'appuyant notamment sur les tribunaux pour bloquer les fonds du syndicat. Intervenant dans le débat, Philip Sutcliffe, membre de l'exécutif régional du NUM du comté de Kent, a souligné que si aujourd'hui ces attaques judiciaires étaient dirigées contre les mineurs, c'était le mouvement ouvrier tout entier qui était menacé. Roy Butlin, de la section du Syndicat national des cheminots, de Coalville dans le Leicestershire, a expliqué de son côté que dans cette ville qui se trouve dans une région minière « *jaune* », seulement 30 mineurs



sur 2 500 faisaient grève. Les « jaunes » produisent 135 000 tonnes de charbon par semaine, que les cheminots de son syndicat refusent depuis sept mois de transporter vers les centrales électriques. Pour avoir ainsi manifesté de façon concrète leur solidarité avec les grévistes, trois membres de son syndicat ont été licenciés. Il a conclu son intervention en appelant les mineurs présents à soutenir la bataille pour la réintégration de ces trois cheminots.

Des tonnerres d'applaudissements ont accueilli les interventions de trois mineurs du Leicestershire, du South-Staffordshire et du Nottinghamshire, régions où la grève est très minoritaire et où les grévistes subissent des harcèlements et des agressions quotidiennes dont la presse bourgeoise ne parle jamais. C'est avec une certaine amertume que le responsable de la grève dans le South-Staffordshire a analysé la conduite de la direction du mouvement syndical (le TUC), qui n'a rien fait pour traduire en action les promesses de solidarité faites à son congrès de septembre 1984. D'autres mineurs sont intervenus pour exiger que Neil Kinnock, dirigeant du parti travailliste, arrête de ménager la chèvre et le chou et commence à soutenir les mineurs de la même façon que Thatcher soutient les patrons.

John Ross, rédacteur en chef de *Socialist Action*, a présenté une analyse de l'évolution politique des mineurs au cours de la grève, en soulignant le fait positif que le NUM avait apporté son soutien à d'autres secteurs qui subissaient les attaques du gouvernement, notamment les femmes, les immigrés et les homosexuels. Il a salué aussi l'internationalisme dont ont fait preuve les mineurs de Solidarité clandestin en Pologne, en envoyant des messages de soutien aux mineurs britanniques et en condamnant le rôle de briseur de grève joué par le régime de Jaruzelski, qui continue à envoyer du charbon en Grande-Bretagne.

Le thème de l'internationalisme se retrouvait dans la dernière séance du rassemblement, consacrée à la question de la solidarité internationale. Dennis Pennington, mineur de Bold, expliquait comment ses idées avaient évolué au cours de cette grève, et surtout après les tournées qu'il avait effectuées en Allemagne fédérale et en Belgique à l'invitation des sections de la IVE Internationale dans ces pays : « Avant la grève, déclarait-il, je me considérais comme un mineur, même pas britannique, mais comme un mineur du Lancashire. Mais aujourd'hui, je me considère tout simplement comme un ouvrier faisant partie de la classe ouvrière internationale. »

Cette dernière séance donna lieu à des comptes-rendus d'exemples concrets de solidarité internationale avec les mineurs britanniques. Finn Jensen, du mouvement danois de solidarité avec les mineurs, expliqua comment le mouvement de solidarité au Danemark avait recueilli 100 000 livres (1,1 millions de francs), et comment, grâce à l'action des dockers danois, des livraisons de charbon polonais avaient

été bloquées dans le port d'Aarhus. Des représentants des mouvements de solidarité avec les mineurs, en provenance de Belgique et des Pays-Bas, ont expliqué comment ils essayaient d'organiser le même type de solidarité dans les ports de Rotterdam et d'Anvers. L'intervention d'un représentant de People's Democracy (section irlandaise de la IVE Internationale) a donné lieu à un débat sur les méthodes de répression auparavant « réservées » aux populations catholiques d'Irlande du Nord et aujourd'hui utilisées par l'Etat britannique contre les mineurs.

Le rassemblement s'est terminé sur une déclaration d'Alain Krivine, expliquant l'importance centrale de cette grève pour les travailleurs de toute l'Europe, car elle constitue la pointe avancée de la nouvelle vague de luttes contre les politiques d'austérité et de militarisme des gouvernements européens. La victoire des mineurs britanniques serait aussi la victoire des travailleurs ouest-allemands, qui ont mené la lutte pour les 35 heures, et du mouvement des conseils ouvriers en Italie, qui ont lutté pour la défense de l'échelle mobile des salaires. En France aussi, une victoire de la grève des mineurs britanniques serait un encouragement important pour les travailleurs qui s'efforcent de se mobiliser contre les trahisons des partis réformistes au gouvernement depuis 1981. En conclusion, Alain Krivine a insisté sur le besoin de renforcer le mouvement international de solidarité avec les mineurs britanniques, en rappelant les initiatives de la section française de la IVE Internationale, qui a organisé elle-même des tournées des mineurs britanniques en France et a soutenu la campagne lancée par la CGT. Au moment où, après 8 mois de grève, les mineurs continuent à se battre seuls contre un gouvernement intransigeant et où la direction du mouvement ouvrier britannique ne leur apporte pas le soutien nécessaire, la solidarité internationale est de plus en plus urgente. ■

## EUROPE

### Solidarité internationale avec les mineurs britanniques

France. La CGT aura mis quelques mois à s'apercevoir qu'il y avait 140 000 mineurs britanniques en grève depuis mars dernier. Peut-être que le départ des ministres du PC du gouvernement y est-il pour quelque chose, ou peut-être encore est-ce le fait des initiatives de solidarité entreprises dès le printemps par la LCR, section française de la IVE Internationale et les militants de la gauche syndicale ? Toujours est-il que cela faisait longtemps que l'on n'avait pas vu la CGT organiser une telle campagne de solidarité internationale avec une lutte ouvrière en cours. En deux semaines, la principale confédération syndicale française a rassemblé 400 tonnes de vivres et 700 000 francs. Le 12 octobre s'est formé, devant le

siège de la confédération à Montreuil, un convoi de 22 camions accompagné de plusieurs dizaines de voitures pour transporter en Angleterre les vivres et l'argent collectés par les travailleurs. Le convoi était accompagné par Malcolm Pitt, président du Syndicat national des mineurs (NUM) de la région de Kent, qui a déclaré au cours d'un meeting tenu en route à Calais : « Une victoire pour un secteur des travailleurs est une victoire pour tout le mouvement ouvrier international. » Ces sentiments internationalistes étaient partagés par les militants présents. Cela fut très clair à la fin du meeting, lorsque les dirigeants à la tribune essayèrent de faire reprendre en chœur la *Marseillaise* (hymne national français) et qu'une partie de l'assistance lui préféra l'*Internationale*. Sentant que l'ambiance du meeting n'était pas au bleu-blanc-rouge, couleurs du drapeau français, Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT s'est lui-même emparé du microphone pour entonner l'*Internationale*.

Les militants de la LCR dans la CGT ont apporté leur plein soutien à cette campagne de solidarité, qu'il faudra encore amplifier. D'ailleurs, la LCR a organisé une tournée nationale d'un groupe de mineurs du Lancashire, qui ont pu tenir plusieurs meetings et rencontres dans des entreprises de la région parisienne, au terme desquels environ 45 000 francs ont été collectés. Cette somme a aussitôt été envoyée en Grande-Bretagne, suite à la saisie du fonds du syndicat par les tribunaux, ce qui montre encore l'urgence d'étendre la campagne de solidarité, notamment financière, avec les mineurs en lutte. La tournée des représentants des mineurs s'est ensuite poursuivie en province, dans la région de Marseille, chez les sidérurgistes et dans le bassin minier de Lorraine.

Etat espagnol. La campagne de solidarité avec les mineurs britanniques ne fait que commencer. Par rapport à la situation dans les pays d'Europe du Nord, cette campagne est plus difficile à mener dans un pays où le niveau de vie des travailleurs est beaucoup plus bas et où le mouvement ouvrier a subi des défaites importantes ces dernières années à la suite de luttes dures. Le numéro du 19 octobre 1984 de *Combate*, journal de la LCR-LKI, section de la IVE Internationale dans l'Etat espagnol, rendant compte d'une première tournée effectuée du 3 au 6 octobre derniers par Adrian Pirt, mineur du Nottinghamshire, expliquait que la faiblesse du mouvement de solidarité dans l'Etat espagnol n'était pas uniquement due à ces raisons objectives. *Combate* écrivait à ce propos que « le manque de solidarité avec une lutte exemplaire de résistance, qui est d'ailleurs tellement semblable à d'autres situations que nous avons vécues ici, comme à Sagunto et à Aceriales, constitue un témoignage éloquent contre nos syndicats, qui ont perdu le sens de l'internationalisme prolétarien pratique. Nous pensons qu'à travers la gauche syndicale, nous pouvons palier à cette négligence, comme l'a fait la revue Nueva Claridad en organisant la tournée



d'Adrian Pirt. »

Des rassemblements de solidarité ont été organisés dans les provinces de Navarre et d'Alava par *Nueva Claridad*, organe se revendiquant des positions du courant britannique centriste du *Militant*, en commun avec la Coordination socialiste de gauche (CSI) et l'organisation Ezkerra Marxista, formée par des militants exclus de l'organisation nationaliste réformatrice Euzkadiko Ezkerra.

A Pampelune, Adrian Pirt prit la parole devant une assemblée de 200 mineurs des Potasses de Navarre, à l'intérieur même de la mine. Cette dernière initiative était organisée avec le soutien des Commissions ouvrières (CCOO) et du comité d'entreprise, malgré une tentative d'interdiction par la direction. Ces mineurs ont collecté 140 kilos de vivres et une somme d'argent nécessaires au paiement des coûts de transport en Grande-Bretagne. A Vitoria, il y a eu un rassemblement de 150 personnes et une collecte d'argent qui a recueilli 40 000 pesetas (environ 2 200 francs). Dans cette ville, l'Union générale des travailleurs-IVe Congrès, ancienne structure de l'UGT de la province d'Alava dissoute par la direction social-démocrate de cette confédération, s'est engagée à poursuivre et à étendre la campagne de solidarité.

*Belgique.* Une tournée de représentants des mineurs britanniques et d'une représentante des femmes de mineurs a été organisée au début octobre par le Parti socialiste ouvrier (POS, section belge de la IVe Internationale). La délégation a visité Liège, Bruxelles, Louvain, Gand, Charleroi et Anvers, participant à une série de meetings organisés par le POS. En plus, elle a été reçue par des syndicalistes belges, notamment des délégués d'atelier des usines sidérurgiques Cockerill à Liège et des syndicalistes de l'usine Renault à Bruxelles. Les collectes d'argent au cours de la tournée ont rassemblé 370 000 francs belges (environ 56 000 francs) au profit des mineurs.

*Suisse.* Deux mineurs du Lancashire et une femme de mineur ont passé deux jours en Suisse, les 2 et 3 novembre comme invités du Parti socialiste ouvrier (PSO, section suisse de la IVe Internationale). Un des mineurs a pris la parole au cours d'un meeting organisé par le PSO dans le cadre de la fête de son journal, *la Brèche*, le 2 novembre à Genève, pour expliquer la lutte des mineurs britanniques. A la fin du meeting, une collecte parmi les 450 participants a rapporté 1 600 francs suisses (environ 5 700 francs).

Le lendemain, les deux mineurs sont allés, avec les Jeunesses socialistes révolutionnaires (JSR, organisation de jeunes en solidarité avec le PSO) participer à une manifestation de soutien aux peuples d'Amérique centrale, qui a rassemblé 3 000 personnes à Berne. Au cours de la manifestation, ils se sont adressés à plusieurs reprises par haut-parleurs aux manifestants et ont collecté 1 000 francs suisses (3 600 francs). ■

suite de la page 28

serait possible d'aménager l'OTAN de manière à en faire un pacte strictement défensif uniquement basé sur un armement conventionnel. Cette offensive a remporté une première manche, avec l'adoption du document intitulé « Politique de défense de la Grande-Bretagne », lors du récent congrès annuel du Parti travailliste, au début du mois d'octobre. Ce texte, qui avait fait l'objet de très peu de débats préalables, fut adopté par 4/5e des délégués au congrès. De nombreux délégués de gauche le votèrent parce qu'il maintenait l'orientation concernant le désarmement unilatéral. Mais ce texte remet surtout en cause la position traditionnelle du Parti travailliste sur la sortie de la Grande-Bretagne de l'OTAN et la réduction des dépenses militaires, tout cela au nom de la perspective d'une OTAN « non-nucléaire ».

Plusieurs dirigeants syndicaux ont argumenté contre la réduction des dépenses d'armement conventionnel sous prétexte que cela impliquerait des risques de chômage accru pour les travailleurs de ces secteurs de la production. Loin de penser que le document en question était en retrait sur la question de l'OTAN, le leader du syndicat des Transports et des travailleurs non-qualifiés (TGWU), Ron Todd, affirma que la politique visant à changer l'Alliance atlantique de l'intérieur lui paraissait « plus fructueuse que d'en laisser le contrôle aux USA, qui ont le doigt sur le bouton ».

Rien d'étonnant, dès lors, à ce que la direction du CND ait rejeté une motion de 19 groupes locaux appelant à une campagne contre l'OTAN, et qu'elle ait refusé de mettre ce thème à l'ordre du jour du congrès annuel du CND qui doit se tenir fin novembre. Une vingtaine de comités de base du mouvement en désaccord avec cette orientation se sont réunis à la mi-octobre, afin de préparer la bataille en vue de ce congrès sur le thème central de « Grande-Bretagne hors de l'OTAN ! »

On assiste aujourd'hui à un processus de différenciation politique au sein du mouvement pacifiste ouest-européen. Les comités de base déterminés à maintenir des perspectives d'action de masse et à intégrer pleinement la question de l'OTAN dans leurs objectifs de lutte se heurtent de plus en plus aux dirigeants réformistes qui freinent des quatre fers et misent avant tout sur les négociations inter-gouvernementales. C'est particulièrement frappant aujourd'hui en Hollande, où la direction du Conseil interconfessionnel pour la paix (IKV) a refusé, jusqu'ici, de se prononcer sur la perspective d'une manifestation de masse à l'automne 1985, date à laquelle les premiers missiles devraient être déployés dans ce pays. Ce n'est pourtant pas la détermination qui manque parmi les militants hollandais, en particulier chez les « Jeunes contre les missiles », qui se battent pour que l'ensemble du mouvement organise un référendum autogéré. De ce point de vue, la situation semble nette-

ment meilleure en Belgique, autre pays où le déploiement des premiers missiles doit avoir lieu à l'automne 1985. La principale organisation de paix dans ce pays — le VAKA flamand — maintient une orientation sans concession en faveur du désarmement unilatéral, à l'encontre des illusions répandues par l'organisation wallonne — le CNAPO — qui, elle, joue la carte des négociations. Le principe d'une grande manifestation de rue a néanmoins été retenu pour le 20 octobre 1985.

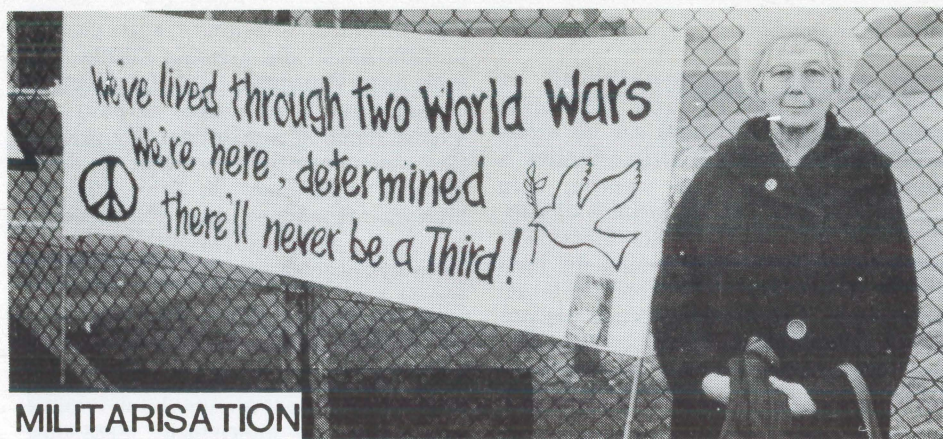
Mais c'est vers l'Etat espagnol que se tournent aujourd'hui les regards de ceux qui sont convaincus que le développement futur du mouvement ouest-européen dépendra de sa capacité à intégrer pleinement toutes les dimensions de la politique de militarisation des gouvernements impérialistes. Après les fantastiques mobilisations du printemps dernier dans ce pays, les groupes pacifistes ont défini de nouvelles échéances d'action dans la bataille qu'ils mènent pour que le gouvernement du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) tienne sa promesse électorale d'organiser un référendum constitutionnel sur les questions des bases américaines installées en Espagne et de l'intégration de ce pays à l'OTAN. L'Espagne participe aux organismes « politiques » de l'OTAN depuis 1982 et non à sa structure militaire intégrée. Le gouvernement vient de reconduire cette situation. Le 2 décembre prochain sera une grande journée d'actions importantes dans tout le pays, préparée depuis le mois d'octobre par des initiatives décentralisées — marches aux flambeaux, défilés de marionnettes — qui ont déjà réuni des dizaines de milliers de personnes. Tout le monde s'accorde à dire qu'il s'agit d'un grand succès dans la mesure où ces activités ont traduit un élargissement du mouvement à de nouveaux milieux sociaux.

Il faut souligner, par exemple, l'importance du référendum autogéré qui s'est tenu à l'usine Miniwatt à Barcelone, et qui représentait un test du point de vue du type d'action susceptible de mobiliser le milieu ouvrier sur les questions de la paix. 70 % des mille travailleurs de l'entreprise y ont participé et, parmi eux, 90 % ont répondu « oui » à la question « *Etes-vous pour la sortie de l'Etat espagnol de l'OTAN et pour le démantèlement des bases américaines ?* » Ce vote avait été préparé par un intense travail de propagande et d'explication par le collectif « Travailleurs pour la paix et le désarmement », qui s'est constitué dans cette entreprise au début du mois d'octobre.

C'est là un exemple des initiatives qui peuvent être prises dans tous les pays pour assurer une jonction entre les préoccupations du mouvement ouvrier et celles du mouvement antiguerre, et pour jeter les bases de nouveaux développements de la mobilisation pour la paix au printemps et à l'automne prochains, au moment où se posera de nouveau concrètement le problème du déploiement de missiles de l'OTAN. ■

Jacqueline ALLIO,  
8 novembre 1984.





MILITARISATION

## Le point sur le mouvement pour la paix en Europe de l'Ouest

L'OPPOSITION des peuples d'Europe occidentale au déploiement des missiles nucléaires américains, et plus généralement à la politique militariste de leurs gouvernements respectifs, est loin d'être sur le déclin. C'est ce dont témoignent les manifestations qui, en Allemagne de l'Ouest (RFA), en France et en Espagne ont à nouveau rassemblé des centaines de milliers de personnes ces dernières semaines.

Il serait vain, toutefois, de nier que le mouvement antiguerre traverse une phase difficile dans plusieurs pays. Les récentes manifestations ont souvent été en-deçà des espoirs des organisateurs, et les forces de police en ont parfois profité pour agresser violemment leurs participants, en particulier lors d'initiatives s'en prenant à la dénonciation de l'OTAN.

Jacqueline ALLIO

Les gigantesques mobilisations de l'automne 1983 n'avaient pu empêcher le déploiement des premiers missiles en Grande-Bretagne, en RFA et en Italie. Dès lors, les militants pacifistes de ces pays se sont vus confrontés à la nécessité de redéfinir leurs perspectives d'action, qui entraîna des clivages politiques en profondeur.

En RFA, plusieurs porte-parole du mouvement, comme le social-démocrate Oskar Lafontaine ou l'écrivain Heinrich Böll, se sont même explicitement opposés aux manifestations contre les manœuvres de l'OTAN, qui ont finalement rassemblé 50 000 personnes à Fulda, fin septembre 1984. L'objectif visait à bloquer les déplacements des troupes britanniques, belges, françaises et allemandes rassemblées pour ces exercices d'une ampleur sans précédent. Pour les dirigeants réformistes, cette action apparaissait un peu trop visiblement pour ce qu'elle était, un vigoureux « Non à l'OTAN ! » Mais cela n'a pas empêché les mêmes personnalités de prendre part, un mois plus tard aux manifestations contre le déploiement des missiles, qui ont rassemblé quelque 400 000 personnes dans tout le pays. A Bonn, Oskar Lafontaine se prononça fermement pour le désarmement unilatéral, tandis qu'Heinrich Böll proposait au mouvement de la paix allemand de se fixer pour but d'en finir avec le gouvernement conservateur d'Helmut Kohl et de constituer une alliance « rouge et verte » entre le Parti social-démocrate (SPD) et les Verts capable d'imposer le retrait des missiles. Tout laisse présager qu'on assis-

tera donc à de nouvelles mobilisations massives à l'occasion des échéances fixées pour la deuxième phase de déploiement des Pershing en RFA, prévue pour l'automne 1985. D'ici là, l'aile la plus avancée du mouvement devra mener bataille pour faire valoir son point de vue selon lequel il ne saurait être question de remporter de victoire sérieuse dans la lutte contre l'implantation des missiles sans une remise en cause de l'ensemble de la politique militariste du gouvernement en place. C'est à un type de problème analogue que les mouvements pacifistes italien et britannique se trouvent confrontés.

En dépit de l'ampleur des mobilisations de l'an passé en Italie, la manifestation de Rome, le 27 octobre dernier, n'a rassemblé que 6 000 personnes, soit cinq fois moins que le minimum prévu par les estimations. Cette mobilisation avait pourtant été convoquée par un éventail très large d'organisations, allant de la coordination des comités locaux jusqu'aux trois principales centrales syndicales, en passant par diverses associations liées au Parti socialiste (PS) et au Parti communiste (PCI). En outre, cette date correspondait à la réunion de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) dans la capitale italienne, au cours de laquelle les ministres de la Défense des pays européens de l'OTAN devaient réaffirmer leur inféodation totale à la politique de militarisation des USA.

Enfin, les comités pacifistes italiens, qui ont une longue tradition de solidarité avec les peuples d'Amérique centrale, avaient mis l'accent sur l'importance d'une mobilisation massive sur ce thème à la veille des élections au Nicaragua et

aux USA. Le colloque qui, à l'initiative de divers délégués à la Convention de Pérouse (1), avait été organisé la veille à Rome, sur le thème de la politique de l'UEO et de l'OTAN, n'a pas non plus fait recette. Il faut dire que le PCI était absent de cette réunion, tout comme de la manifestation. Il n'a d'ailleurs pas caché qu'il considérait l'UEO comme un cadre de discussion favorable devant permettre à l'Europe de conquérir plus d'autonomie par rapport aux USA. On comprend dès lors qu'il n'ait pas mobilisé ses troupes pour manifester contre une institution qu'il juge « plutôt positive ».

Or, l'un des problèmes majeurs apparus depuis un certain temps au sein du mouvement pour la paix italien, c'est précisément la difficulté des comités locaux à mettre en œuvre les décisions prises lors des coordinations nationales, lorsque le PCI y est opposé. Cela témoigne de la fragilité des structures locales, qui laisse un certain espace aux manœuvres du PCI. Car ce dernier, à défaut de pouvoir nier l'existence et le caractère radical du mouvement pour la paix, cherche plutôt à le contrôler étroitement. Les comités ont repoussé récemment la proposition du PCI de remplacer le secrétariat actuel de la coordination nationale du mouvement pour la paix par une structure de consultation qui donnerait plus de poids aux organisations politiques et aux personnalités. Ils ont décidé d'organiser, en janvier prochain, une Assemblée nationale préparée sur textes, afin d'avoir une discussion en profondeur sur les perspectives du mouvement pacifiste.

En Grande-Bretagne, les comités de base de la Campagne pour le désarmement nucléaire (CND) sont confrontés à une offensive orchestrée par l'aile droite de la direction de ce mouvement. Cette dernière a refusé d'appuyer la proposition d'une manifestation nationale à l'occasion du 5e anniversaire de la décision du Parlement européen, de 1979, concernant le déploiement des missiles de croisière (Cruise). Sa proposition alternative était celle d'une action nationale... contre les armes soviétiques. La direction du CND n'a rien fait pour mobiliser les pacifistes britanniques en appui à l'initiative des femmes de Greenham Common intitulée « 10 millions de femmes pendant 10 jours contre les manœuvres de l'OTAN » et qui rassembla 40 000 femmes autour de la base militaire le dernier jour de cette semaine d'action de masse, qui se déroula du 20 au 30 septembre dernier. Les dirigeants du CND ont même refusé d'informer les médias des violences policières dont les femmes avaient été victimes. Là encore, comme en RFA, le refus d'appuyer la mobilisation tient au thème politique mis en avant. Non seulement la direction du CND n'est pas prête à participer à des actions de mobilisation contre l'OTAN, mais elle répand l'illusion qu'il

suite page 27

1. Cf. *Inprecor* numéro 177 du 9 juillet 1984 et 180 du 24 septembre 1984.